

ANALYSE DE CONTEXTE DU TERRITOIRE DE KALEHE

**ANALYSE REALISEE PAR L'ACTION POUR LA PAIX ET LA CONCORDE
EN PARTENARIAT AVEC LIFE & PEACE INSTITUTE**

AVRIL 2009



ACTION POUR LA PAIX ET LA CONCORDE

**LifePeace
& INSTITUTE**

L'**ACTION POUR LA PAIX ET LA CONCORDE** est une organisation non gouvernementale de droit congolais née dans un contexte social et politique émaillé par les conflits. Elle vient d'une part renforcer et relayer les efforts déjà faits et/ou en cours par les autres acteurs dans la recherche de la paix, d'autre part s'engager résolument dans la transformation positive des conflits au sein des communautés vivant au Sud-Kivu. L'APC tire son origine des résultats des actions de PADEBU, organisation créée en 2001 et qui a œuvré à la fois dans le développement (réhabilitation des infrastructures sociales, agriculture et élevage, l'assistance humanitaire) et la transformation des conflits (recherche-action, conscientisation de la population à la cohabitation pacifique, dialogues avec les groupes armés, médiation). L'APC a pour mission l'incitation et accompagnement des acteurs locaux dans la transformation positive des conflits. Sa vision est un Sud-Kivu sans conflits communautaires.

Contact : Déogratias Buuma, Secrétaire Exécutif APC
deobuuma@yahoo.fr
+243997622339

Le **LIFE & PEACE INSTITUTE** est un institut œcuménique de recherche et d'action en transformation de conflits créé en 1983 par le Conseil des Eglises de Suède. Présent en RDC depuis 2002, ayant son siège à Bukavu (Sud-Kivu), la mission de LPI est de renforcer les capacités locales de transformation de conflits et de mettre en place des centres professionnels de transformation de conflits dans l'est de la RDC. LPI/DRC compte actuellement sept partenaires dans les Nord et Sud-Kivu.

Contact : Pieter Vanholder, Représentant LPI en R.D. Congo
pieter.vanholder@life-peace.org
+243812494489

TABLE DES MATIERES

ACRONYMES	4
INTRODUCTION	5
LE TERRITOIRE DE KALEHE : PRESENTATION GENERALE	6
PREMIERE PARTIE : DES COMMUNAUTES EN CONCURRENCE POUR LE POUVOIR ET LA TERRE	10
1. Des revendications communautaires en suspens : la problématique du territoire de Bunyakiri	10
2. La militarisation des populations civiles de Kalehe : des conflits fonciers et identitaires locaux à la guerre régionale	15
a. Arrivée et revendications d'autonomie des populations rwandophones des hauts plateaux de Kalehe	16
b. Vers la mise en place des milices communautaires : la CNS et la remise en cause de la nationalité des Rwandophones	18
c. Les guerres de l'AFDL et du RCD : les dynamiques locales des conflits de Kalehe aggravées par des guerres régionales	20
d. Les tentatives de paix régionales et l'impossible démantèlement des groupes armés de Kalehe.....	22
DEUXIEME PARTIE : GROUPES ARMES, AUTORITES LOCALES ET POPULATIONS	24
1. Présentation des forces militaires (FARDC et Groupes Armés) présentes dans le territoire de Kalehe	24
a. Les Forces Démocratique de Libération du Rwanda (FDLR)	24
b. Les Patriotes Résistants Congolais (PARECO).....	27
c. Les Maï-Maï Kirikicho.....	29
d. Autres groupes armés congolais dans Kalehe.....	30
e. Les FARDC dans le territoire de Kalehe	30
2. Les dynamiques de « cohabitation » entre groupes et forces armés, autorités et populations	32
a. Les enjeux sécuritaires	33
b. Les enjeux économiques	35
c. Les enjeux politiques et le programme Amani	35
d. Le rôle des populations et autorités locales	39
e. Conséquences des dynamiques armées sur les populations et les relations intercommunautaires	42
f. Les opérations militaires contre les FDLR au Nord-Kivu : « Umoja Wetu ».....	44
g. Les opérations militaires contre les FDLR au Sud-Kivu : « Kimya 2 ».....	46
h. L'option militaire contre les FDLR : risques et perspectives	49
CONCLUSION	51

ACRONYMES

AFDL :	Alliance des Forces Démocratiques de Libération
ALIR :	Armée de Libération du Rwanda
ANR :	Agence Nationale de Renseignements
APR :	Armée Patriotique Rwandaise
AT :	Administrateur de Territoire
BI :	Brigade Intégrée
CNDP :	Congrès National pour la Défense du Peuple
CNS :	Conférence Nationale Souveraine
DDR :	Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
DDRRR :	Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinstallation
FAR :	Forces Armées Rwandaises
FARDC :	Forces Armées de la R.D. Congo
FoCA :	Forces Armées Abatchunguzi
FDLR :	Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
FPR :	Front Patriotique Rwandais
GA :	Groupes armés
GAC :	Groupes armés congolais
GC :	Groupement de Combat
HCR :	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
MAGRIVI :	Mutuelle des Agriculteurs des Virunga
MIB :	Mission d'Immigration des Banyarwanda
MONUC :	Mission d'Observation des Nations Unies au Congo
PARECO :	Patriotes Résistants Congolais
PNKB :	Parc National de Kahuzi-Biega
RCD :	Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RDF :	Rwandan Defence Forces
RDR :	Rassemblement Démocratique Rwandais
SKB :	South Kivu Brigade MONUC
TGI :	Tribunal de Grande Instance

INTRODUCTION

Conçue comme la première étape d'une démarche de transformation positive de conflits, la présente analyse de contexte du territoire de Kalehe vise d'abord à fournir une présentation générale claire et compréhensive des principaux conflits et problèmes sécuritaires que l'on trouve dans ledit territoire et d'en dessiner le « paysage conflictuel » actuel. Ce rapport veut donc rassembler la connaissance de base nécessaire au lancement d'une démarche de transformation de conflits qui devra être initiée par l'Action pour la Paix et la Concorde et mise en place avec les acteurs clés du territoire dans une optique participative et inclusive en vue d'améliorer les conditions d'existence des populations en matière de paix, de sécurité et de cohabitation pacifique. Produire un rapport compréhensif sur les conflits de Kalehe participe aussi d'un souci de partage d'informations et d'amélioration de la compréhension de cette région aux dynamiques complexes parmi les acteurs concernés par la situation de l'est du Congo, dans l'objectif de baser les actions et politiques, qu'elles soient humanitaires, de développement ou de paix, sur des informations précises, fiables et rigoureuses.

L'analyse se penche plus particulièrement sur les conflits majeurs qui ont été identifiés dans le territoire de Kalehe et qui se rapportent avant tout à des problèmes de cohabitation pacifique entre les différentes communautés du territoire autour de l'accès au pouvoir coutumier et politique et de l'accès à la terre, avec en toile de fond l'instrumentalisation d'enjeux identitaires liés à la reconnaissance de la nationalité congolaise, et partant, des droits qu'elle confère en matière d'accès au pouvoir et aux terres. Voulant nécessairement remonter aux causes fondatrices de ces conflits, l'analyse resitue ceux-ci dans le temps en décrivant non seulement leur enracinement dans des dynamiques qui prennent place durant la colonisation mais aussi les principales évolutions qui, les aggravant toujours plus au fil du temps, aboutirent aux déclenchements d'affrontements armés entre les principales communautés du territoire au début des années quatre-vingt-dix. Continuant cette description chronologique, le rapport montre encore comment les deux guerres congolaises vinrent à leur tour imprimer de nouvelles dynamiques – régionales cette fois – dans ces conflits encore essentiellement locaux, les aggravant davantage en enfonçant toujours plus loin les communautés dans les affres de la violence armée. Ce recentrage historique des conflits intercommunautaires constitue la première partie du présent rapport.

La seconde partie se concentre sur le présent et aborde les dynamiques liées à la présence de groupes armés (GA) qui demeurent aujourd'hui encore dans Kalehe. Elle présente d'abord chacun de ces GA ainsi que l'état des FARDC déployées dans le territoire et analyse les dynamiques de cohabitation que ces groupes armés ont pu créer entre eux, ou avec les FARDC, ainsi que les stratégies mises en place par les populations et autorités locales pour s'assurer un minimum de sécurité et de stabilité dans un contexte aussi complexe, instable et volatile. Les conséquences des guerres et de la longue présence de groupes armés (plus de quinze ans) sur les communautés de Kalehe, leur cohabitation et la cohésion sociale dans son ensemble sont ensuite passées en revue. Enfin, l'analyse aborde les aspects les plus actuels de la situation sécuritaire du territoire de Kalehe en essayant de comprendre comment les opérations militaires conjointes FARDC/RDF lancées contre les FDLR du Nord-Kivu en janvier 2009 ont eu un impact sur les dynamiques sécuritaires de Kalehe. Elle fait

ensuite le point sur les préparatifs militaires en cours qui visent à étendre ces opérations au Sud-Kivu. Elle dégage les conséquences de ce durcissement vis-à-vis des FDLR qui se font déjà ressentir à Bunyakiri et identifient les risques liés au lancement prochain de ces opérations dans le Sud-Kivu.

La présente analyse est basée sur plusieurs descentes de terrain à Bunyakiri, Chambucha et sur l'axe Kalehe centre-Nyabibwe qui ont eu lieu entre octobre 2008 et février 2009, ainsi que sur les différents travaux d'analyse du contexte sécuritaire de Bunyakiri réalisé depuis 2005 par PADEBU/APC avec l'appui de Life & Peace Institute. La zone de Minova n'est pas reprise dans cette analyse du fait qu'aucune descente de terrain spécifique n'a ciblé ce milieu qui connaît des problématiques assez particulières par rapport au reste du territoire de Kalehe de par sa proximité avec le Nord-Kivu (influence directe des affrontements FARDC/CNDP et afflux massifs de déplacés). D'autre part, et bien que l'analyse aborde l'ensemble du territoire, la plus grande partie des informations développées dans ce rapport concerne la zone de Bunyakiri, principalement du fait que la phase de récolte des données s'est plus concentrée sur Bunyakiri que sur l'axe Kalehe-Nyabibwe¹.

LE TERRITOIRE DE KALEHE : PRESENTATION GENERALE

D'une superficie approximative de 4082,25 km², le territoire de Kalehe est l'un des huit territoires de la province du Sud-Kivu (est de la RDC). Situé au nord de Bukavu et du territoire de Kabare, sa limite nord marque la frontière avec le Nord-Kivu (territoires de Walikale et Masisi), tandis que sa partie est est délimitée par le lac Kivu qui constitue lui-même la frontière naturelle avec le territoire de Idjwi et le Rwanda³. La partie ouest du territoire est frontalière avec le territoire de Shabunda et la partie sud avec Kabare. Sur le plan interne, Kalehe se caractérise par un paysage montagneux et forestier : les montagnes et forêts du parc national de Kahuzi-Biega (aire protégée) entourent le territoire de Kalehe dans sa partie ouest tandis que la partie nord est caractérisée par des hauts plateaux, par opposition aux bas plateaux qui bordent le lac Kivu. Enfin, dans la partie ouest du territoire (Bunyakiri) se trouve une zone forestière et montagneuse adjacente au parc de Kahuzi-Biega et au territoire de Shabunda.

La population du territoire est estimée, selon les statistiques de 2008 du service d'état civil du territoire de Kalehe, à 485 320 âmes réparties en six principales communautés : les Bahavu, les Batembo, les Barongeronge, les deux communautés rwandophones⁴ hutue et tutsie et les

¹ Deux descentes de terrain de cinq jours ont été réalisées sur l'axe Kalehe-Nyabibwe entre novembre et décembre 2008.

² Selon l'actuel assistant administrateur du territoire de Kalehe.

³ Voir aussi la carte du territoire p.54.

⁴ Les Hutus et Tutsis vivant dans le territoire de Kalehe sont venus soit directement du Rwanda soit via le territoire de Masisi lors de différentes vagues migratoires, dont les premières ont été initiées par le colonisateur dans les années cinquante pour des raisons économiques (importation de main d'œuvre pour l'exploitation de plantations de quinquina, théier, caféier, etc.). A partir des indépendances, les migrations de populations rwandaises ont coïncidé avec

Batwa (ou Bambuti ou Pygmées). Les Rwandophones habitent les hauts plateaux dont les conditions climatiques s'avèrent favorables à leurs activités pastorales (élevage de gros bétail), tandis que les autres communautés habitent plus généralement les bas plateaux : les Batembo se retrouvent en grande partie à Bunyakiri, les Bahavu se situent majoritairement dans les bas plateaux et les Batwa sont éparpillés dans l'ensemble du territoire, mais essentiellement dans les zones éloignées des grands centres. Enfin, les Barongeronge habitent la zone de Kalonge, au sud de Bunyakiri. Remarquons toutefois que l'on trouve aussi des Batembo dans les territoires de Walikale et Masisi (Nord-Kivu), de Shabunda et de Kabare, des Bahavu sur l'île d'Idjwi, des Hutu et Tutsi dans le Masisi et Rutshuru (Nord-Kivu), tout comme des ressortissants de communautés du Nord-Kivu se retrouvent aussi dans le territoire de Kalehe, tels que des Bahunde (principalement à Minova). Des populations bashi et barega sont aussi présentes dans les grandes agglomérations du territoire.

Sur le plan administratif, le territoire de Kalehe est constitué de deux collectivités chefferies : celle de Buhavu, qui compte sept groupements administratifs (Buzi, Kalonge, Kalima, Mbinga Nord, Mbinga Sud, Mubugu et Ziralo) et englobe la majeure partie du territoire avec une superficie de 353 525 hectares pour 451 938 habitants, et celle de Buloho, constituée de 8 groupements administratifs (Bitale, Ndando, Mulonge, Lubengera, Munyandjiro, Bagana, Musenyi et Karali) et qui ne s'étend que sur une petite portion du territoire en sa partie centrale, représentant quelques 54 652 hectares pour 33 382 habitants. Si les collectivités chefferies constituent des entités administratives décentralisées, elles sont aussi le siège du pouvoir coutumier, étant dirigées par le mwami (chef coutumier) de la communauté : le mwami muhavu Ntale Kamirogosa III règne sur la chefferie Buhavu tandis que le mwami mutembo Amisi Kitenge Mwandula règne sur la chefferie de Buloho. Chaque groupement est à son tour géré par un chef de groupement qui représente le mwami de sa chefferie et lui rend directement compte, tandis que les chefs de localités rendent compte à leur tour à leur chef de groupement respectif. L'organisation administrative recoupe donc en partie l'organisation coutumière : si les chefs de chefferie (les bami) sont choisis au sein de leur famille royale selon des règles coutumières⁵, ils ont l'obligation de rendre compte à l'administrateur de territoire qui constitue leur autorité hiérarchique directe. Néanmoins, le territoire compte encore sept postes d'encadrement administratif à Bunyakiri, Kalonge, Kasheke, Minova, Numbi, Nyabibwe et Ziralo, ces postes subdivisant l'ensemble du territoire et représentant directement l'administration territoriale au niveau local. Les chefs de postes d'encadrement s'occupent exclusivement des matières administratives, hors matières coutumières⁶.

les soubresauts, dramatiques pour les populations, de la vie politique rwandaise, tels que les révolutions de 1961 et 1973 et le génocide de 1994.

⁵ Ce qui est d'ailleurs aussi valable, à quelques exceptions près, pour la nomination des chefs de groupements et de localités.

⁶ La loi N° 08/16 du 17 octobre portant composition, organisation et fonctionnement des entités administratives décentralisées, promulguée en 2008, définit la répartition des compétences entre les entités administratives décentralisées (chefferies) et les entités déconcentrées (territoires et postes d'encadrement).

L'agriculture, l'élevage, le petit commerce et la pêche constituent les principaux secteurs économiques du territoire. L'agriculture, l'élevage et la pêche sont à la fois des activités économiques de subsistance et à caractère commerciale (petit commerce), les producteurs consommant eux-mêmes une partie de leur production et vendant une autre partie sur les différents marchés. Si des exploitations agricoles intensives ont pu exister par le passé (plantations de palmiers à huile à Bunyakiri, plantations de quinquina dans tout le territoire excepté les hauts plateaux et plantations de café et de thé dans la partie littorale du territoire), celles-ci se sont dégradées à partir de la zaïrianisation⁷ (1974) pour disparaître totalement dans les années quatre-vingt-dix. Aujourd'hui l'agriculture dans le territoire de Kalehe concerne essentiellement le manioc, l'arachide, le haricot et le palmier à huile. Le petit élevage est répandu sur l'ensemble du territoire, tandis que l'élevage de gros bétail (vaches) est actuellement une spécificité des hauts plateaux et des communautés hutue et tutsie, alors que l'on pouvait trouver dans le passé une trentaine de grandes fermes de gros bétails (avec jusqu'à plusieurs centaines de têtes par ferme) tenues par des commerçants, des confessions religieuses ou des habitants dans les zones de Bitale et Mubugu. Ces fermes ont disparu suite aux pillages massifs du bétail survenus durant la guerre de l'AFDL (1996). Quant à la pêche, elle est principalement le fait des populations havu du littoral du territoire.

Au titre des exploitations artisanales, l'exploitation du bois est très développée dans les parties forestières de Bunyakiri et Kalonge tandis que l'exploitation des minerais comme la cassitérite, l'or et le coltan s'effectue dans une vingtaine⁸ de sites répartis sur l'ensemble du territoire mais particulièrement concentrés dans les hauts plateaux de Kalehe (Numbi, Shanje, Nyabibwe, Katasomwa, Nyawaronga). Le bois est principalement acheminé sur les marchés de Bukavu, tandis que les minerais sont amenés soit à Goma soit à Bukavu en fonction de la provenance des négociants et des accords souvent contractés par ces négociants avec les différents comptoirs d'achats de Goma et Bukavu.

Les principaux marchés du territoire permettent d'acheminer les produits agricoles du territoire vers Bukavu et Goma (pour les marchés de Minova et Kalungu) et d'approvisionner le territoire en biens manufacturés provenant de Bukavu et Goma (pour Minova et Kalungu). Ces marchés se trouvent à Bulambika (Bunyakiri centre), Minova, Hombo, Kambegete, Butwashenge (Kalonge), Nyabibwe, Nyamukubi et enfin lhusi (Kalehe centre). L'enclavement dont souffre le territoire de Kalehe constitue toutefois un sérieux désavantage sur le plan économique : deux routes nationales traversent le territoire, à savoir la nationale 2 qui relie Bukavu à Goma en passant par l'est du territoire de Kalehe (groupements de Mbinga Sud, Mbinga Nord et Buzi) et la nationale 3 qui relie Bukavu à Kisangani et traverse la partie ouest

⁷ La zaïrianisation correspond au mouvement de nationalisation des biens et entreprises détenus par des ressortissants étrangers initié par Mobutu, qui redistribua ces biens et entreprises à ses proches. La zaïrianisation a eu un impact particulièrement négatif sur l'économie congolaise.

⁸ Ces sites d'extraction se trouvent notamment à Nyabibwe (carrés de Kalimbi, Mavuha, Bulyango, Biragorago), Numbi (Kakenge, Biriki, Fungamwaka, Mungwe, Madame), Nyamukubi (Nkwiro, Yogero), Ziralo (Fangere), Lijiwe, Kaitolea, Shabangi, Nyawaronga (Nyawaronga Centre, Nyamugari, Kairenge, Bishaka, Misisi, Chitendebwa), Mafuo (Tshulabihao), Mubugu (Kachiri) et Kalonge (Bisis et Cifunzi).

du territoire (Bunyakiri et Kalonge). Bien qu'elles demeurent relativement praticables par les camions transportant les marchandises, ces deux routes sont en très mauvais état. Remarquons encore l'absence d'électricité et de réseau de communication cellulaire dans la partie ouest du territoire (tout Bunyakiri).

PREMIERE PARTIE : DES COMMUNAUTES EN CONCURRENCE POUR LE POUVOIR ET LA TERRE

Cette première partie de l'analyse resitue dans le temps les dynamiques de cohabitation intra et intercommunautaire qui prennent place dans le territoire de Kalehe et tente d'analyser les enjeux clés sur lesquels ces dynamiques achoppent et se tendent pour se transformer en relations conflictuelles opposant les communautés. Au cœur de ces enjeux, l'accès à la terre, au pouvoir coutumier et/ou administratif ainsi que la reconnaissance de la nationalité de certaines communautés immigrées. Cette partie entend rappeler l'importance du long terme et donc de l'histoire pour comprendre comment l'évolution dans le temps de ces enjeux opposants les différentes communautés a permis d'aboutir au paysage conflictuel que l'on trouve actuellement dans le territoire de Kalehe. Cette partie s'agence en deux sous parties traitant de problèmes intimement liés mais d'ampleur différente, la première abordant le problème de la répartition du pouvoir administratif et coutumier entre les communautés havu et tembo, problème qui s'enracine dans l'époque coloniale et qui s'est traduit par la revendication de la création d'un territoire autonome de Bunyakiri par la communauté tembo mais qui a toujours été contesté par la communauté havu. Si cette problématique n'a jamais dégénéré en conflits violents et semble actuellement résolue, non seulement elle renseigne de manière intéressante sur les dynamiques au cœur des relations intercommunautaires mais aussi son caractère latent et les possibilités de rebondissement du problème ne doivent pas être négligés.

Plus grave en termes d'instabilité que la problématique du territoire de Bunyakiri, la seconde sous partie concerne les tensions entre communautés autochtones (Tembo et Havu) et rwandophones qui n'ont cessé de se renforcer depuis l'époque coloniale pour aboutir à une explosion violente à partir de 1993. Nous nous pencherons particulièrement sur la manière dont cette évolution aboutit à la mise en place de milices armées communautaires au début des années quatre-vingt-dix, dans un contexte d'exacerbation des sentiments d'insécurité foncière et identitaire ressentis par les différentes communautés du territoire. Nous verrons encore comment ces conflits locaux, qui sont déjà fortement connectés à des processus politiques nationaux, se voient littéralement récupérés et transformés par la dynamique de guerre régionale portée par l'AFDL d'abord et par la rébellion du RCD ensuite. Si les accords de paix de 2003 ont permis de réunifier le pays et de mettre en place des institutions d'union nationale, ils n'abordèrent en rien les causes profondes des conflits intercommunautaires locaux auxquelles se surajouta un contexte sécuritaire délétère caractérisé par l'absence d'une armée nationale disciplinée et la présence de multiples groupes armés.

1. Des revendications communautaires en suspens : la problématique du territoire de Bunyakiri

Aspect fondamental sur lequel achoppent inévitablement les relations entre les différentes communautés, la répartition communautaire du pouvoir politique pose problème depuis très longtemps dans le territoire de Kalehe. Trouvant ses fondements dans la manière dont l'autorité coloniale organisa le pouvoir administratif et coutumier entre les communautés tembo et havu, ce problème s'est traduit par la revendication de la création d'un territoire de

Bunyakiri qui serait géré indépendamment du territoire de Kalehe, revendication qui demeure aujourd'hui encore la préoccupation politique centrale des communautés tembo et barongeronge du territoire de Kalehe. Le pouvoir coutumier havu, comme l'ensemble de cette communauté, ainsi que l'administration territoriale de Kalehe se sont toujours opposés à la création du territoire de Bunyakiri, qui signifierait de facto la perte du contrôle de leur autorité sur plusieurs groupements administratifs. Les enjeux liés à la problématique du territoire de Bunyakiri dépassent toutefois le seul territoire de Kalehe : reconnaître les prétentions territoriales de la communauté tembo risquerait d'ouvrir une dangereuse boîte de pandore et de voir alors de nombreuses autres communautés du pays renforcer des logiques d'autonomisation et de remise en cause des découpages administratifs. C'est en particulier la revendication du territoire de Minembwe par la communauté banyamulenge dans le sud du Sud-Kivu qui risquerait alors de se radicaliser, ce que les autorités ne veulent évidemment pas.

Selon un mémorandum des populations tembo et barongeronge de 2007, la revendication d'ériger Bunyakiri en territoire autonome remonte à l'époque coloniale et plus précisément à 1945, date à laquelle l'autorité coloniale réalisa la première cartographie de Bunyakiri. Elle tire son origine de l'inadéquation qui existe entre la délimitation des différentes entités administratives de la zone par le colonisateur, à savoir les chefferies de Buhavu et Buloho, et la manière dont le pouvoir coutumier était auparavant réparti entre les communautés tembo, barongeronge et havu. Si les critères de délimitation des entités administratives utilisés par l'administration coloniale demeurent relativement obscurs, la délimitation des deux chefferies (Buhavu et Buloho) qui constituent le territoire de Kalehe semble néanmoins se réaliser au détriment des populations tembo et barongeronge, puisque les groupements de Kalima, Mubugu, Kalonge et Ziralo se voient intégrées à la chefferie Buhavu, et donc désormais soumis à l'autorité d'un mwami muhavu, alors même que la population de ces groupements est majoritairement tembo (et barongeronge pour ce qui est de Kalonge). Depuis lors, l'autorité coutumière tembo ne s'exerce plus que dans la chefferie de Buloho, qui ne regroupe qu'une minorité de la population tembo. En outre, le siège administratif du territoire de Kalehe est lui aussi situé en chefferie Buhavu à Kalehe centre. La revendication de la création d'un territoire de Bunyakiri, avec son siège à Bulambika/Kitchanga (Bunyakiri centre), viserait dès lors à hisser les groupements majoritairement tembo, mais sous gestion d'un mwami muhavu, au statut de chefferies du territoire de Bunyakiri, ces chefferies étant alors gérées par des chefs batembo ou barongeronge qui rendraient compte directement à Bunyakiri.

Certains témoignages recueillis auprès de vieux sages batembo⁹ renseignent aussi sur la dimension historique de cette revendication, ainsi que sur les violences et les divisions intra-tembo qui lui sont liées. Nous retraçons ici les dates et événements clés de la revendication/problématique du territoire :

- 1945 : émergence de la revendication (on manque cependant d'éléments concrets à ce propos) ;

⁹ En particulier, Malira Muboneza, Birengerenge Eustache et Namira Christophe, parmi d'autres.

- Au cours des années 1950-1962, certaines élites intellectuelles et notables tembo proposèrent que l'entité de Bunyakiri dépende administrativement du district du Nord-Kivu où ces mêmes intellectuels avaient une influence politique. C'est durant cette période que s'affirme la volonté de rassembler les populations tembo réparties dans plusieurs entités administratives des Nord et Sud-Kivu dans une seule et même entité.
- 1955 : Le chef de la chefferie de Buloho, le mwami Mwandula, est relégué vers Walikale par le colonisateur pour raison de mauvaise gestion des recettes des taxes et se voit remplacé par un certain Basole, sujet Shi de Kabare et frère de Mr Mpozi¹⁰. Pendant son séjour chez son frère Shebirongo, chef coutumier de Chambucha (Walikale), le mwami Mwandula noue des contacts avec l'administration de la provincette du Nord-Kivu.
- 1959 : En même temps que l'entité de Walungu, Bunyakiri est reconnue par l'administration coloniale comme commune rurale incluant dix groupements. Mais, « combattues par les communautés voisines¹¹ », la commune rurale de Bunyakiri ne parviendra pas à se maintenir.
- Entre 1960-1961 : L'éveil de la conscience tembo se fait de plus en plus fort. Plusieurs réunions sont organisées entre tous les Batembos des différentes entités en vue de la mise en œuvre du plan d'autonomisation politique de Bunyakiri, qui rassemblerait alors toutes les populations tembo des Nord et Sud-Kivu. La fin de l'exil du mwami Mwandula coïncide avec cet éveil. Profitant des contacts favorables qu'il a noués avec des hommes politiques du Nord-Kivu, le mwami Mwandula prône le rattachement de la future entité de Bunyakiri au Nord-Kivu.
- 1961 : la provincette du Sud-Kivu nomme des personnalités tembo à plusieurs postes clés. Le chef coutumier de Kalima, Musikami Tanende, est nommé ministre provincial tandis que Ndairawabo Edouard, chef coutumier de la chefferie de Buloho, devient le premier chef de poste tembo de Bunyakiri. Ces nominations provoquent un clivage à l'intérieur de la communauté tembo entre partisans du rattachement au Nord-Kivu d'une entité de Bunyakiri élargie à tous les Tembo et partisans du statu quo. Rangés derrière Musikami Tanende et Ndairawabo Edouard, les partisans du statu quo profitent du soutien de l'administration provinciale et de celui de Kabare. Rangés derrière les chefs coutumiers Shebirongo, Mwandula, Chabango de Ziralo et celui de Mubugu, les rattachistes au Nord-Kivu emportent l'adhésion de la très vaste majorité des Tembo. Rapidement, des violences éclateront entre ces deux camps et renforceront la division interne aux Tembo : les « pro-Kalehe » comploteront une tentative d'assassinat contre la personne du chef de poste de Bunyakiri, accusé de défendre des positions rattachistes à la province du Nord-Kivu. Ce dernier parviendra toutefois à y échapper et à s'enfuir avec ces deux femmes à bord de sa Volkswagen (VW) par Walikale pour rejoindre Goma. Comme récompense, il fut alors nommé ministre des mines et énergies de la

¹⁰ Mpozi remplaça quant à lui le mwami de Kabare, mwami Rugemaninzi, relégué à Léopoldville depuis 1936 par le colonisateur.

¹¹ Cf. mémorandum des communautés Tembo et Barongeronge, 2007. Nous ignorons les raisons précises qui mirent un terme à l'existence de la commune rurale de Bunyakiri. Walungu évoluera plus tard en territoire.

provincette du Nord-Kivu. Son condisciple, Kayumba Antoine, de l'entité coutumière de Ziralo, est coopté député de la provincette par les Batembo résidents au Nord-Kivu. Dès lors, l'administration de la provincette du Sud-Kivu nomma Bwaale Ildefonse, de l'entité coutumière de Kalima, comme Chef de Poste de Bunyakiri, afin de satisfaire aux exigences d'équilibrage communautaire entre les provincettes du Nord et Sud-Kivu. Ce dernier sera assassiné par d'autres Batembo pour le même motif de vouloir annexer les Batembo au Nord-Kivu. Sous la pression des autorités de la provincette du Nord-Kivu et d'autres leaders Batembo et sympathisants de l'époque, les auteurs de ce meurtre seront arrêtés et transférés à la prison centrale de Makala à Kinshasa pendant plus de vingt ans.

- 1974 (24 décembre) : les chefs coutumiers de Bunyakiri adressent une lettre de doléances au commissaire de sous-région du Sud Kivu à Uvira, qui reste apparemment sans suite.
- 1980 (12 avril) : une lettre de demande de la création d'une zone rurale de Bunyakiri est transmise par les chefs coutumiers au Ministère de l'Intérieur, suite à laquelle une commission d'enquête est dépêchée sur terrain et un rapport d'enquête est produit (on ignore toutefois ses résultats).
- 1991 : une nouvelle commission d'enquête est dépêchée par le Ministre de l'Intérieur en vue d'évaluer sur terrain les possibilités d'ériger le poste de Bunyakiri en zone rurale autonome (à nouveau, l'initiative reste sans effets sur terrain).
- 1996 (4 décembre) : face à la résistance militaire opposée à l'AFDL par les Maï-Maï de Bunyakiri, Laurent Désiré Kabila est forcé de négocier avec les notables tembo. Ces négociations aboutissent à la signature d'un accord prévoyant l'érection de Bunyakiri en territoire une fois que le pouvoir mobutiste aura été renversé par l'AFDL (mais l'accord ne sera pas suivi d'effets après la prise de pouvoir par L.D. Kabila).
- 1999 (9 septembre) : la rébellion du RCD érige Bunyakiri en territoire et nomme les différents administrateurs ainsi que les chefs de chefferies nouvellement créées. Le RCD fera de même avec Minembwe.
- 2003 : les accords de paix prévoient que les actes administratifs posés par les rébellions doivent être réévalués par les nouvelles autorités nationales. Bunyakiri fonctionne néanmoins comme territoire recevant ses subsides de la province et gérant de manière autonome les taxes perçues sur le territoire jusqu'en 2007.
- 2005 (30 août) : dans le cadre de la préparation des élections de 2006, Vital Kamerhe¹² descend à Bunyakiri et promet lors d'un discours adressé aux populations que le territoire de Bunyakiri deviendra une réalité si Joseph Kabila est élu président ;
- 2006 : le gouverneur du Sud-Kivu (Buhambahamba), en visite à Bunyakiri, refuse de saluer le « chef de poste » qui porte son macaron d'administrateur de territoire (AT), le gouverneur considérant Bunyakiri comme un poste d'Etat et non un

¹² Originaire de Walungu (Sud-Kivu), Vital Kamerhe fut secrétaire général du PPRD, le parti présidentiel. Alors qu'il présidait l'Assemblée Nationale depuis les élections, il fut contraint de démissionner par son parti en mars 2009 suite à l'opposition qu'il a publiquement manifesté à l'encontre des opérations conjointes FARDC/RDF contre les FDLR.

territoire. Il se fera huer et menacer de jets de pierres par les populations à tel point qu'il devra quitter précipitamment les lieux ;

- 2008 : Kalehe reprend ses prérogatives sur Bunyakiri et l'AT redevient chef de poste, malgré les oppositions de la population. Le commandant du Groupement de Combat FARDC déployé à Bunyakiri, lui-même Tembo de Bunyakiri et ancien Maï-Maï de Padiri¹³, exercera une certaine pression sur les populations (et en particulier sur le « comité de sauvetage du territoire » qui a été mis en place par les éléments Tembo les plus radicaux) pour faire taire toute opposition. Si l'attitude d'un officier maï-maï tembo peut paraître contradictoire par rapport à une revendication considérée comme légitime par l'ensemble des membres de sa communauté, c'est en particulier contre la forme violente et contestataire de ces revendications que ce commandant local s'insurgea. Il argua d'ailleurs qu'il était de son devoir de faire respecter les décisions prises par les autorités légales. Le clivage désormais traditionnel entre les ex Maï-Maï et les anciens membres du RCD, qui se présentaient comme les principaux animateurs du comité de sauvetage du territoire, peut aussi expliquer l'attitude du commandant FARDC.
- 23 mars 2009 : Dernier épisode en date par rapport à la problématique du territoire de Bunyakiri, l'absence des autorités territoriales de Kalehe lors de la cérémonie officielle de mise en place du nouveau chef de poste titulaire, en remplacement du chef de poste intérimaire, alors que les autorités du territoire sont supposées reconnaître le nouveau chef de poste par leur présence à cette cérémonie. Le non-respect des procédures usuelles pourrait expliquer cette absence des autorités de Kalehe. C'est en effet la communauté tembo elle-même qui, par l'intermédiaire des notables batembo vivant à Bukavu et rassemblés dans la mutualité Buuma bwe'batembo, avait proposé ce nouveau chef de poste aux autorités provinciales alors qu'il revient normalement au territoire de proposer un nom, les autorités de la province notifiant ensuite le chef de poste. On peut dès lors craindre que les relations entre le nouveau chef de poste et sa hiérarchie directe ne soient pas particulièrement chaleureuses dans un premier temps. Par ailleurs, ce nouveau chef de poste étant un ancien du RCD, il est loin de faire l'unanimité au sein des populations de Bunyakiri.

Aujourd'hui l'érection du territoire de Bunyakiri demeure l'une des principales préoccupations politiques des populations de Bunyakiri, bien qu'elle ne soit plus activement et ouvertement revendiquée. Les populations et notables tembo continuent en effet de se plaindre de devoir payer des taxes qui servent d'après eux prioritairement aux gestionnaires de la chefferie de Buhavu, et ce au détriment du développement de Bunyakiri, mais aussi de devoir se rendre jusqu'à Kalehe (trois à quatre jours de trajet à partir de Bunyakiri centre) pour le règlement de certaines questions de gestion coutumière et/ou administrative dans lesquelles l'intervention du territoire est requise. Les notables havu et l'administration territoriale de Kalehe sont quant à eux satisfaits de voir que l'intégrité du territoire de Kalehe n'est plus ouvertement l'objet de

¹³ Le Général Padiri, mutembo de Bunyakiri, fut le commandant des forces maï-maï au Sud-Kivu pendant la guerre du RCD. Après la guerre, il fut nommé commandant de la 9^{ème} Région Militaire (Province Orientale) et ensuite de la 6^{ème} Région Militaire (Katanga).

remise en cause et voient dans cette évolution la fin des problèmes qui divisèrent les communautés tembo et havu. Notons toutefois que la pancarte mentionnant le « Territoire de Bunyakiri » qui trône à l'entrée de l'actuel bureau du poste d'encadrement administratif n'a jamais été remplacée.

Il est encore important de remarquer que les élections locales prévues pour 2010 par la Commission Electorale Indépendante vont très certainement, si elles ont effectivement lieu, introduire de nouvelles évolutions dans ces dynamiques de partage du pouvoir entre les communautés tembo, barongeronge, havu et rwandophone. D'une part la campagne électorale risque d'être l'objet d'une âpre concurrence pour le contrôle de la chefferie Bahavu entre les communautés havu et tembo. D'autre part un vote ethnique, qui demeure largement de mise en RDC, entraînerait de facto une large majorité tembo au sein du futur conseil de chefferie Bahavu, tandis que le chef de la chefferie demeurera coutumièrement havu. Si cette cohabitation entre le futur conseil de chefferie et le mwami est mal gérée, les risques de voir des tensions à nouveau émerger entre communauté havu et tembo ne peuvent être totalement écartés. En outre, des compléments à la loi sur les entités décentralisées doivent encore être adoptés par le ministère des Affaires Intérieures sur base d'édits rendus par les assemblées provinciales. Les députés provinciaux du Sud-Kivu pourraient dès lors décider de lancer de nouvelles enquêtes visant à examiner l'opportunité de porter certains groupements au statut de chefferie ou d'établir de nouvelles communes rurales¹⁴. De telles enquêtes, à Bunyakiri, pourraient facilement relancer les tensions entre les communautés du territoire de Kalehe.

2. La militarisation des populations civiles de Kalehe : des conflits fonciers et identitaires locaux à la guerre régionale

Si les violences liées au conflit autour de l'érection du territoire de Bunyakiri n'ont jamais pris de proportions massives, il n'en est pas de même des tensions qui ont émergé entre les communautés autochtones, à savoir les Bahavu et les Batembo, et la communauté rwandophone arrivée dans le territoire de Kalehe dans les années cinquante. Les deux problématiques présentent toutefois une certaine similarité au vu du rôle central qui est joué par le pouvoir coutumier, et bien que les aspects fonciers et identitaires soient beaucoup plus déterminants ici. Les remises en cause successives de la nationalité congolaise des populations rwandophones, et partant, leur droit à accéder à des terres en territoire de Kalehe, tout comme les volontés rwandophones d'émancipation du pouvoir coutumier local, ont constitué autant de catalyseurs aggravant les tensions entre ces communautés pour finalement les transformer, à la faveur du vent de démocratisation porté par la Conférence Nationale Souveraine (1991), en conflit armé. Si les dynamiques typiquement locales constituent des aspects essentiels de ce conflit, sa connexion à des dimensions nationales et régionales n'est pas négligée pour autant, en particulier la manière dont les guerres

¹⁴ Le statut de commune rurale est extra-coutumier, et déposséderait donc des chefs coutumiers de leurs prérogatives sur certains espaces pour faire passer ces derniers sous la gestion administrative de fonctionnaires d'Etat.

régionales de 1996 et 1998-2003 sont venues littéralement absorber ces conflits intercommunautaires.

a. Arrivée et revendications d'autonomie des populations rwandophones des hauts plateaux de Kalehe

Afin de bien comprendre la nature et l'enracinement des conflits actuels du territoire de Kalehe, il est nécessaire de remonter aux années cinquante, période à laquelle les populations rwandophones commencent à arriver à Kalehe. Avant les années cinquante en effet, seules quatre communautés se partagent les terres du territoire de Kalehe : la communauté havu, qui occupe la partie est du territoire (hauts plateaux et bas plateaux) ; la communauté tembo qui occupe la partie ouest du territoire (Bunyakiri et une portion des hauts plateaux du groupement de Mubugu), les Barongeronge qui occupent quant à eux la zone de Kalonge, au sud de Bunyakiri, et enfin les Bambuti répartis sur l'ensemble du territoire. A cette époque, les hauts plateaux de Kalehe, tout en étant sous l'autorité coutumière et des Bahavu pour la grande partie des hauts plateaux et des Batembo pour les parties de Mubugu et Ziralo, étaient laissés vacants par les populations du fait du climat trop froid que l'on y trouvait et des nombreux bambous qui parsemaient cet espace et le rendaient impropre à l'agriculture (les bambous étant particulièrement difficiles à dessoucher).

C'est autour des années 1950 qu'ont lieu les premières arrivées de rwandophones¹⁵ dans le territoire de Kalehe, sous l'impulsion des colons belges qui y exploitaient des plantations de thé, café ou quinquina et qui ressentaient un besoin de main d'oeuvre étant donné les résistances que manifestaient les populations locales à l'égard du système d'exploitation colonial. Ces populations rwandophones provenaient soit directement du Rwanda soit du Masisi qui avait déjà connu une vague précédente de migration initiée par la MIB (Mission d'Immigration des Banyarwanda) à partir de 1937¹⁶. Petit à petit, ces ouvriers travaillant dans les exploitations agricoles coloniales passèrent, de manière individuelle, des accords avec les chefs coutumiers locaux havu ou tembo (qu'il s'agissent de chefs de groupement ou de chefs de localité) pour pouvoir accéder à des terres inoccupées situées dans les hauts plateaux. Ces accords sont toujours scellés symboliquement par des dons de boissons et de chèvres remis aux chefs coutumiers. Si ces populations rwandophones se voyaient dès lors autorisées à s'installer sur les hauts plateaux et à utiliser ces terres pour faire paître leur bétail, c'était toujours moyennant une redevance coutumière payée en nature (une chèvre, une poule, des paniers de manioc, etc.) sur une base annuelle mais aussi occasionnelle, selon les besoins ou la volonté des bami. Par la suite, le territoire connaîtra encore d'autres vagues de migrations de rwandophones, en fonction des soubresauts de violence que connaît la vie politique rwandaise, comme ce sera par exemple le cas en 1959 et dans les

¹⁵ Essentiellement des Hutus dans les débuts des années cinquante et ensuite des Tutsis en 1959 avec le renversement de la monarchie tutsie au Rwanda.

¹⁶ Mathieu, P. & Willame, J.C. (s.dir., 1999), *Conflits et guerres au Kivu et dans la région des Grands Lacs : Entre tensions locales et escalade régionale*, Cahiers Africains n°39-40, Paris, L'Harmattan, Tervuren, Institut Africain – CEDAF.

années soixante-dix. Ces nouveaux migrants, principalement tutsis¹⁷, rejoignent leurs « frères » sur les hauts plateaux, tout en continuant à passer des accords avec les chefs coutumiers locaux pour « régulariser » leur installation.

C'est à partir des années quatre-vingts que les premières revendications d'autonomie foncière et coutumière apparaissent parmi les populations rwandophones, et plus spécifiquement parmi celles vivant sur les cinq collines de Numbi, Shanje, Luzirandaka, Lumbishi et Ngandjo dans le groupement de Ziralo. Ces dernières réclament désormais les mêmes droits que les populations havu et tembo, à savoir le droit de nommer et d'être gérés par leurs propres chefs coutumiers et de décider elles-mêmes de la gestion et de la répartition des terres qu'elles occupent. Elles refusent dès lors de reconnaître l'autorité du chef de groupement mutembo de Ziralo, Chabangwa Chaanda, et de lui payer les redevances coutumières. Pour les populations et les chefs coutumiers « autochtones » havu et tembo, il s'agit là d'une véritable trahison de la part des « étrangers » rwandophones qu'ils ont accueilli avec hospitalité sur leurs terres coutumières et qui cherchent désormais à leur ravir définitivement ces dernières. Rappelons que cette revendication rwandophone coïncide approximativement avec la révision de la loi sur la nationalité de 1981, qui venait remettre en cause la nationalité de l'ensemble des populations rwandophones du Zaïre arrivées après 1908. Ce changement dans la législation sur la nationalité entraîna très logiquement une augmentation de l'insécurité foncière et des craintes des populations rwandophones susceptibles de se voir purement et simplement chasser de leurs terres par les populations « autochtones ».

Cette revendication ne se limita pas à faire émerger une opposition entre rwandophones des cinq collines et les chefs coutumiers havu et tembo (et partant, de leurs populations respectives) mais créa aussi des lignes de division au sein même des populations rwandophones des hauts plateaux, ainsi qu'entre les communautés « autochtones » havu et tembo. Un jeu d'oppositions en triangle (Rwandophones – Havu – Tembo) relativement complexe commence ainsi à se mettre en place. D'une part les populations rwandophones se montrent elles-mêmes divisées, les positions autonomistes des Rwandophones des cinq collines n'étant pas partagées par les rwandophones habitants en dehors de cette zone. D'autre part, cette revendication est rapidement instrumentalisée par le chef de groupement de Buzi, le chef muhavu Sangara, qui tente d'en profiter pour annexer à son groupement ces cinq collines particulièrement riches en minerais et appartenant traditionnellement au groupement de Ziralo, dont le chef est mutembo. Sangara promet ainsi d'accorder l'autonomie foncière aux populations rwandophones de ces collines si celles-ci acceptent de rejoindre le groupement de Buzi. La conjonction de cette revendication rwandophone, de la présence de richesses minérales dans la zone et de la convoitise de Sangara ne tardera donc pas à transformer un problème entre populations et leur chef coutumier en un conflit entre les deux chefs de groupement tembo de Ziralo et havu de Buzi : suite au refus des rwandophones des cinq collines de remettre et les taxes et les redevances coutumières au chef de Ziralo mais plutôt au chef de groupement Sangara, le groupement de Ziralo saisit le

¹⁷ Les Tutsis rwandais venaient s'installer dans les mêmes villages que les Hutus rwandais, bien que chaque communauté résidait dans des quartiers spécifiques.

Tribunal de Kalehe en 1983 et le Tribunal de Grande Instance (TGI) de Bukavu en 1985 afin de récupérer le contrôle de ses entités « perdues ». Les deux jugements trancheront, d'abord le 2 octobre 1984 au niveau du tribunal de Kalehe et ensuite en 1985 pour le TGI, en faveur du groupement de Ziralo contre le groupement de Buzi mais la décision ne sera pas suivie de mesures exécutoires. Le ressentiment, quant à lui, demeurera.

Parallèlement aux revendications des rwandophones de Ziralo, au début des années quatre-vingt-dix les rwandophones de Masisi s'organisent dans un syndicat de défense des agriculteurs Hutu dénommé MAGRIVI (Mutuelle des Agriculteurs des Virunga), syndicat qui s'étendra ensuite, début 1993, au territoire de Kalehe et qui constituera le fer de lance de l'organisation des populations hutues en milices armées.

- b. Vers la mise en place des milices communautaires : la CNS et la remise en cause de la nationalité des Rwandophones

Le déroulement de la Conférence Nationale Souveraine (de 1990 à 1992), qui ouvre l'ère de la démocratisation dans le Zaïre de Mobutu, marque une nouvelle étape dans ces dynamiques de cohabitation intercommunautaires en venant remettre en cause, de manière plus aiguë encore que la loi de 1981, la nationalité des populations rwandophones. Ne répondant pas aux attentes des délégués rwandophones des Nord et Sud-Kivu qui espéraient que la CNS revienne sur la loi de 1981, non seulement la Conférence entérine la dite loi mais elle décide en plus d'organiser un recensement des nationaux dans toute l'étendue de la République qui exclut d'office les populations rwandophones arrivées après 1908, rendant dès lors impossible l'accès à la nationalité zaïroise à la très grande majorité des rwandophones. Démarré en 1992, ce recensement provoquera une vague de mécontentement parmi les populations rwandophones et entraînera des affrontements qui opposèrent les Bafulero aux Barundi (issus du Burundi) et aux Banyamulenge (Tutsis rwandophones du sud du Sud-Kivu)¹⁸ dans la Plaine de la Ruzizi. On assiste à nouveau à une poussée des frustrations liées aux craintes de se faire chasser des terres zaïroises parmi les populations rwandophones.

Se faisant l'écho, sinon le porte-parole de ces frustrations, le MAGRIVI apparaîtra comme un cadre idéal pour l'organisation de milices armées de défense des droits des populations rwandophones. En 1993, les premiers troubles interethniques éclatent dans la partie est du territoire de Walikale (Nord-Kivu), précisément dans le village de Ntoto et s'étendent aux territoires de Masisi, de Rutshuru, au sud de Lubero et au nord de Kalehe. Au regard de l'escalade de violences, les Banyanga et les Batembo intègrent le mouvement

¹⁸ Remarquons que cette même question du recensement des nationaux a à nouveau été un point d'achoppement au cours des discussions (de Lusaka) visant à définir les étapes par lesquelles le gouvernement de Transition devait passer pour aboutir aux élections de 2006. Le choix d'un enregistrement des seuls électeurs (âgés de plus de 18 ans) au détriment d'un recensement de tous les nationaux déclencha le rejet et le boycott du processus par l'UDPS d'Etienne Tshisekedi, qui se mettra par la même occasion hors de la course électorale.

« Batiri/Katuku¹⁹ » qui avait été créé par les Bahunde du Masisi. En juillet de la même année, les combattants Batiri venus du groupement de Waloa-loanda (Biriko et Busurungi) en territoire de Walikale assassineront à Lumbishi (Ziralo) un célèbre notable hutu répondant au nom de Bugabo, ce qui, dans les hauts plateaux de Kalehe, déchaînera davantage encore les Rwandophones contre les Batembo alliés au groupe Batiri. La violence des affrontements entre ces groupes ethniques contraint alors la population tembo de Ziralo au déplacement vers Bunyakiri (Mubugu, Kalima, Buloho, Hombo), Minova et Waloa-loanda dans le territoire de Walikale tandis que les rwandophones se regroupent sur les cinq collines. Dans les deux communautés tembo et rwandophones, le nombre de personnes tuées est élevée, tout comme le nombre de villages brûlés, et les cheptels sont presque entièrement pillés. Ces affrontements homogénéisent davantage encore les territoires sur le plan ethnique, étendent la revendication d'autonomie foncière et coutumière à l'ensemble des populations rwandophones (et non plus aux seuls habitants des cinq collines) et radicalisent les positions des différentes communautés par rapport aux possibilités de cohabitation pacifique. Il est désormais difficile pour un mutembo d'accéder aux hauts plateaux de Ziralo, tandis qu'un rwandophone n'accède plus aux villages des bas plateaux majoritairement tembo. Les relations entre rwandophones et tembo sont rompues. Quant à la communauté Bahavu, elle ne jouera pas de rôle direct dans les affrontements, n'ayant pas elle-même organisée de milices locales. Elle soutient toutefois les autres communautés « autochtones » contre les rwandophones sur le plan idéologique. Durant cette période, le conflit opposant les groupements de Ziralo et de Buzi reste gelé et passe au second plan, et bien que le mwami Kamirogosa (chefferie Buhavu) restera préoccupé par les stratégies autonomistes élaborées par son chef de groupement. Remarquons que Sangara ne joua pas de rôle direct dans ces tensions, bien que la question de la nationalité touchait aussi à ses propres intérêts. Ces tensions empêcheront aussi les Bahavu d'accéder à leurs terres dans les hauts plateaux.

Parallèlement à ces combats, en 1994 arrive la déferlante des réfugiés hutus rwandais sur le sol zaïrois. Un camp de réfugiés est installé à quatre kilomètres au sud de Kalehe centre. Ces réfugiés entretiendront des contacts avec les Hutus rwandophones des hauts plateaux de Kalehe, tandis que certains Tutsis rwandophones des hauts plateaux rentreront au Rwanda. D'autres Tutsis demeureront plus au nord, vers Numbi et Shandje. Certains Hutus des hauts plateaux échangeront des vaches contre des armes avec les réfugiés, tandis que les réfugiés viennent s'approvisionner en nourriture auprès des Rwandophones hutus des hauts plateaux. Cette dynamique contribua à son tour à éloigner les Rwandophones tutsis des Rwandophones hutus.

Fatigués de cette violence, certains leaders tembo et rwandophones touchés par le conflit sollicitèrent le vice-gouverneur du Sud-Kivu, Lwalandji Lwasingabo, pour une médiation entre eux en vue de rétablir la cohabitation. Grâce à cette initiative, les notables et chefs coutumiers tembo et les notables hutu se retrouveront autour d'une même table à Kalehe en 1995. A l'issue de cette médiation, une commission mixte de sensibilisation au cessez-le-feu

¹⁹ Les mouvements Batiri et Katuku réfèrent aux groupes d'autodéfense locaux que mettent en place les populations « autochtones » au début des années quatre-vingt-dix. Ces groupes constitueront ensuite la base du mouvement mai-mai.

et à la pacification ciblant les leaders et les populations des deux communautés sera créée. Si le cessez-le-feu permettra le retour des populations déplacées dans leur zone respective, il ne sera toutefois pas suivi de mesures de désarmement des groupes armés. Les armes resteront donc disponibles dans le milieu.

c. Les guerres de l'AFDL et du RCD : les dynamiques locales des conflits de Kalehe aggravées par des guerres régionales

Si la CNS illustre comment des discussions et décisions nationales peuvent embraser des tensions foncières locales dans les Kivu, et notamment à Kalehe, les guerres de l'AFDL et du RCD montrent quant à elles comment des dynamiques régionales peuvent à leur tour durablement contribuer à approfondir les divisions locales, soit encore à en créer de nouvelles. Un nouveau tournant intervient en effet fin 1996 avec l'entrée en jeu de l'AFDL, et ce à plusieurs niveaux. Premièrement les camps de réfugiés sont démantelés par les forces de l'Alliance et les réfugiés en dispersion revendent nombre d'armes aux Hutus rwandophones des hauts plateaux. Deuxièmement, les groupes armés autochtones et rwandophones du nord de Kalehe se reforment avec une nouvelle ampleur, et ce en réaction à l'arrivée de l'AFDL, qui est alors perçue comme une force étrangère. Sur incitation du chef de groupement de Mubugu Katora et des autorités politiques et militaires de la province, les communautés tembo, hunde et nyanga recréent ainsi les milices Batiri (ou Katuku) et s'opposent à l'avancée de l'Alliance. Les miliciens rwandophones, quant à eux, vont au contraire prêter main forte aux troupes de l'AFDL, voyant dans cette dernière une opportunité pour mettre définitivement un terme aux remises en cause de leur nationalité congolaise.

Malgré l'aide apportée à l'AFDL par les milices rwandophones, l'Alliance sera bloquée à Bunyakiri par les miliciens « autochtones » maï-maï et se verra obligée de négocier avec ces derniers pour pouvoir continuer son avancée vers Kisangani. C'est lors de ces négociations que les populations tembo obtiennent de L.D. Kabila la promesse d'une reconnaissance future de Bunyakiri comme territoire, le 4 décembre 1996 à Bitale. Les milices Batiri (Maï-Maï) rejoignent alors l'AFDL et lui adjoignent plusieurs milliers de combattants. Les communautés hunde, nyanga, tembo et rwandophones hutus et tutsis se retrouvent donc, mais pour un temps seulement, toutes alliées dans la même dynamique portée par l'AFDL. Toutefois, suite à ces accords, Padiri, refusant d'intégrer les troupes de l'AFDL parmi lesquelles on retrouve de nombreux Tutsis rwandais, se retire en forêt avec d'autres miliciens.

Avec l'éclatement de l'Alliance en 1998 et à la mise en place du RCD, c'est une nouvelle ligne de clivage, à savoir l'adhésion aux forces pro-gouvernementales ou aux forces de la rébellion, qui vient non seulement faire resurgir les anciennes divisions entre les Rwandophones et les Tembo, Nyanga et Hunde, mais qui crée aussi de nouvelles oppositions, intracommunautaires cette fois, qui vont durablement s'enraciner dans la société locale. En effet les Rwandophones, tant Hutus que Tutsis, rallieront massivement les rangs du RCD. Nommé gouverneur de la province du Nord-Kivu par le RCD, Serufuli Ngayabaseka organisera, sous la couverture d'une ONG locale dénommée Tous pour la Paix et le

Développement (TPD), une milice hutue rwandophone qui sera alliée au RCD et implantera son antenne dans les hauts plateaux de Kalehe. Quant aux miliciens tembo, nyanga et hunde, ils se voient désormais tous regroupés sous la bannière des Mai-Mai du général mutembo Padiri et opposeront une résistance farouche à la rébellion du RCD appuyée par le Rwanda. De leurs côtés, les ex-FAR et Interahamwe, qui avaient été dispersés dans toute l'étendue du territoire congolais par l'AFDL, retourneront vers l'est de la RDC où ils se réorganisent (d'abord en ALIR et ensuite en FDLR) et serviront comme allié stratégique aux Mai-Mai et de force d'appoint à Kinshasa contre la rébellion du RCD.

De 1998 à 2003, le territoire de Kalehe sera ainsi le théâtre d'affrontements réguliers entre les deux forces adverses, avec une intensité particulière dans la zone de Bunyakiri. En 1999, vers mai ou juin, le RCD parvient à percer le parc de Kahuzi-Biega et à s'installer à Bunyakiri mais le long de l'axe routier seulement, tandis que la forêt constituera la base arrière des Mai-Mai. C'est à cette époque que le RCD crée le Territoire de Bunyakiri, notamment dans l'objectif de se rallier la majorité de la population tembo. Il nommera aussi de nouveaux chefs coutumiers en remplacement des véritables chefs qui avaient fui en forêt aux côtés des Mai-Mai. Ce faisant, le RCD crée des divisions durables au sein du leadership coutumier et de la communauté tembo, divisions qui perdurent encore jusqu'aujourd'hui.

En même temps que la création du territoire de Bunyakiri, le RCD répond aussi aux revendications d'autonomie des populations rwandophones des hauts plateaux en créant le groupement de Mianzi à partir de terres appartenant aux anciens groupements de Ziralo et de Buzi qui se voient eux-mêmes transformés en chefferies. Les rwandophones ont désormais leurs propres chefs coutumiers et ne dépendent plus des chefs coutumiers havu ou tembo pour la répartition des terres et le payement des redevances coutumières. Ce groupement inclut notamment des terres riches en minerais (Numbi, Shandje etc). Il cessera toutefois de fonctionner comme tel à partir de 2003 avec l'intégration du RCD dans le gouvernement. La guerre du RCD approfondira, notamment de ce fait, les divisions existantes entre Bahavu et Rwandophones : bien qu'ils ne participent pas directement à la guerre, les Bahavu soutiennent l'idéologie mai-mai et vivent particulièrement mal la domination totale des hauts plateaux par les Rwandophones que rend possible leur adhésion au RCD et, partant, leur militarisation à outrance. Ce contrôle des hauts plateaux par les rwandophones servira particulièrement la cause du RCD, à travers l'exploitation des nombreuses ressources minières des collines de Numbi, Shandje, Lumbishi et Katasomwa. Notons que cette exploitation se réalise à nouveau avec la participation et la complicité du chef de groupement de Buzi, Sangara (Muhavu), qui adhère quant à lui au RCD, divisant par là la communauté havu elle-même. Avec la régionalisation des dynamiques de la guerre, de nouveaux clivages basés sur l'adhésion soit aux forces progouvernementales soit à la rébellion du RCD viennent dessiner de nouvelles divisions, à l'intérieur même des communautés tembo et havu. Ainsi, au sein de chaque communauté, les partisans mai-mai s'opposent aux partisans RCD, tandis que les Hutus Rwandophones congolais s'opposent aux Hutus rwandais (réfugiés et FDLR). Les tensions entre les communautés se renforcent toujours plus au fur et à mesure que la région sombre dans la violence.

d. Les tentatives de paix régionales et l'impossible démantèlement des groupes armés de Kalehe

En 2003, avec la signature des accords de paix et la mise en place des institutions de transition, les Mai-Mai du général Padiri et les militaires du RCD intègrent les nouvelles FARDC, dans un processus de brassage des différentes forces belligérantes qui demeure néanmoins complexe voire cahotant. Ces accords ne signifieront toutefois pas la fin des groupes armés dans le territoire de Kalehe mais aboutiront plutôt à une recombinaison de la donne militaire locale. En effet, avec le retrait de la grande partie des anciennes forces belligérantes et le vide militaire qui en est la conséquence, c'est d'abord les FDLR qui en profitent pour gagner du terrain et contrôler, sans partage cette fois, de vastes étendues du nord ouest du territoire de Kalehe (du Parc de Kahuzi-Biega et forêts de Bunyakiri jusqu'à Ziralo). Ensuite, certains Mai-Mai, comme certains militaires du RCD, frustrés par les résultats des accords de paix (parfois maigres en termes de reconnaissances des grades), refuseront la nouvelle logique d'intégration et préféreront se retirer en forêt. De nouveaux groupes armés se constitueront ainsi au fil du temps à Ziralo, Bunyakiri et Waloa-Loanda (sud de Walikale) : les groupes mai-mai de Kirikicho en 2003, de 106 en 2005 (qui sera démantelé en 2007), les Mai-Mai Kifuafua de Delphin en 2008 et surtout, en 2007, le PARECO. Ces groupes armés, qui fondent pour la plupart leur « légitimité » sur la défense de leur propre communauté au regard des menaces extérieures (présence des FDLR, risque d'invasion du CNDP, cas d'indiscipline ou absence des FARDC, etc.), continuent d'avoir un impact néfaste sur les possibilités de cohabitation pacifique entre les communautés du territoire de Kalehe, en augmentant sensiblement la méfiance et la crainte des uns par rapport aux autres.

La persistance des GA ne s'explique toutefois pas seulement en termes d'autodéfense communautaire, mais bien plutôt en termes d'intérêts économiques (contrôle des taxes et ressources naturelles) et politiques (obtention de grades élevés au sein des FARDC) de leurs leaders. Elle illustre par ailleurs les faiblesses du processus de paix tel qu'élaboré par la communauté internationale, et particulièrement des programmes DDR et DDRRR²⁰. En effet, d'une part les nombreux démobilisés demeurent toujours un réservoir d'hommes aisément remobilisable par les différents GA étant donné la précarité économique et sociale dans laquelle la plupart d'entre eux se retrouvent après un processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) bâclé. D'autre part, les stratégies de sensibilisation et de rapatriement des combattants FDLR mises en place par le programme DDRRR ont rencontré des résultats des plus mitigés, de sorte que les (très) faibles taux de rapatriés n'ont pour ainsi dire que très peu porté atteinte à la vitalité et à l'intégrité du mouvement FDLR. Enfin, initié en janvier 2008, le programme Amani visant à démanteler l'ensemble des groupes armés

²⁰ Le DDR réfère au programme de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion des hommes armés congolais désirant réintégrés la vie civile. Ce programme était géré par la Commission Nationale pour le Désarmement et la Réinsertion (CONADER). Le DDRRR réfère quant à lui au programme de Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réinsertion et Réintégration qui concerne les hommes armés étrangers (rwandais principalement) devant être rapatriés et réinsérés dans leur pays d'origine. Ce programme entre dans le mandat de la MONUC qui le réalise à travers sa section DDRRR.

congolais des Kivu n'a eu, jusqu'à février 2009 du moins, d'autres conséquences que de renforcer le dynamisme et l'ampleur des GAC dans le territoire de Kalehe, sinon de contribuer à en créer de nouveaux.

Quant aux FARDC, il faudra attendre juin 2007 pour voir le premier bataillon intégré prendre fonction dans Kalehe. Le processus de brassage prendra d'ailleurs beaucoup de retard, de sorte que l'on trouve encore au début 2009 des troupes FARDC non brassées dans le sud de Walikale, à la frontière nord du territoire de Kalehe, à l'instar de la 85^{ème} brigade qui demeure composée exclusivement d'anciens Maï-Maï. Là encore, c'est la présence d'une armée professionnelle, disciplinée et respectueuse des populations civiles qui fait défaut aujourd'hui. Souffrant de nombreuses carences, les bataillons FARDC présents sur le territoire de Kalehe, et particulièrement à Bunyakiri, ne disposent pas des moyens (et compétences) adéquats pour faire face efficacement aux défis sécuritaires imposés par la présence d'une multitude de GA.

Dans cet imbroglio sécuritaire, groupes et forces armées se côtoient, cohabitent, négocient entre elles, se partagent les différentes ressources mais aussi s'opposent et s'affrontent ponctuellement lorsque l'un d'eux entend remettre trop sérieusement en question les équilibres géopolitiques fragiles existant. C'est de ces dynamiques propres aux groupes et force armées dont il sera question dans la seconde partie de cette analyse du contexte de Kalehe, ainsi que de la place et du rôle joué dans ces dynamiques par les populations et les autorités locales.

DEUXIEME PARTIE : GROUPES ARMES, AUTORITES LOCALES ET POPULATIONS

Après avoir passé en revue l'évolution dans le temps des relations entre les différentes communautés du territoire de Kalehe et focalisé particulièrement notre attention sur le processus de « milicianisation » des communautés, la seconde partie de cette analyse se penche sur les dynamiques actuelles propres aux groupes armés de Kalehe et leurs implications sur l'environnement social. Nous commençons d'abord par présenter chacun des groupes armés présents dans le territoire en explicitant le contexte de sa création, son évolution, la zone actuellement sous son contrôle et les moyens économiques qu'il mobilise pour se maintenir. Les FARDC sont eux aussi passés en revue. Nous abordons ensuite les relations qu'entretiennent ces groupes les uns avec les autres et identifions les principaux enjeux autour desquels ces relations se nouent et se rompent dans des accès fréquents de violences. La manière dont les populations et autorités locales s'intègrent dans ces dynamiques liées aux groupes armés est alors traitée, à travers l'analyse des dynamiques de cohabitation que construisent les acteurs civils avec les GA afin de s'assurer une certaine sécurité et stabilité dans un contexte où les miliciens font la loi. Nous décrivons ensuite les évolutions récentes de ces différentes problématiques dans le territoire de Kalehe, par rapport d'une part au programme Amani et d'autre part aux opérations militaires conjointes lancées en janvier 2009 par les FARDC et le RDF (Rwandan Defence Forces) contre les FDLR au Nord Kivu. Enfin, et dans l'objectif de faire le lien entre la première et la seconde partie de la présente analyse, les conséquences des guerres et de la présence des GA sur les dynamiques de cohabitation entre les communautés de Kalehe sont abordées, ces aspects continuant aujourd'hui encore d'informer les relations tant intra qu'intercommunautaires, et partant la cohésion sociale dans l'ensemble du territoire.

1. Présentation des forces militaires (FARDC et Groupes Armés) présentes dans le territoire de Kalehe²¹**a. Les Forces Démocratique de Libération du Rwanda (FDLR)**

Les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda constituent le plus important mouvement politico-militaire étranger encore présent dans l'est de la RDC, avec une estimation de 6000 à 7000 combattants pour les deux Kivu et environ 2000 dans le seul territoire de Kalehe²². Ce groupe armé est essentiellement composé de Hutus rwandais issus des ex-FAR, des Interahamwe et des populations civiles qui fuirent le Rwanda en 1994 suite à la progression du FPR au lendemain du génocide. La majorité des actuels combattants FDLR qui compose la branche armée du mouvement (dénommée « FoCA²³ ») est toutefois trop jeune pour être responsable d'actes génocidaires, tandis que les hauts responsables

²¹ Cette présentation correspond essentiellement à la période précédant janvier 2009. Les évolutions récentes liées aux groupes armés (de janvier à avril 2009) sont traitées dans la section suivante (point 2.e).

²² Selon une enquête de PADEBU de juin 2007 menée auprès des acteurs locaux et des FDLR.

²³ Forces Combattantes Abatchunguzi, ce dernier terme kinyarwanda signifiant « sauveur, libérateur ».

militaires sont quant à eux le plus souvent des ex-FAR qui furent directement impliqués dans le génocide. Outre les forces combattantes, les FDLR comptent plusieurs milliers de civils, communément appelés leurs « dépendants », principalement constitués des femmes et enfants des combattants. Si les premières ambitions des mouvements mis en place par les Hutus rwandais (RDR, ALIR et, par la suite, FDLR) étaient de renverser militairement le gouvernement rwandais pour y restaurer un pouvoir hutu, aujourd'hui les FDLR ne concentrent plus suffisamment de puissance militaire pour constituer une réelle menace pour le pouvoir en place à Kigali. Ils continuent toutefois de dénoncer ce régime comme « une dictature sanguinaire » et exigent comme condition à leur retour l'organisation d'un dialogue politique inter-rwandais qui devrait permettre aux membres du mouvement d'accéder à des postes politiques et militaires de responsabilité au Rwanda.

Dispersés sur toute l'étendue de la RDC et même au-delà suite au démantèlement des camps de réfugiés par l'AFDL et l'APR en 1996, les ex-FAR et Interahamwe, réorganisés en ALIR, deviendront à partir de 1998 les alliés de Laurent Désiré Kabila et des mouvements maï-maï dans la lutte contre la rébellion du RCD à l'est du pays. Dans le territoire de Kalehe, l'ALIR, et les FDLR ensuite, cohabiteront et combattront aux côtés des éléments maï-maï de Padiri jusqu'en 2003, occupant avec ces derniers les vastes forêts et milieux ruraux du territoire, tandis que le RCD en contrôlait les centres urbains. A partir de 2003, avec les accord de paix et la mise en place d'un gouvernement de transition impliquant tous les belligérants, Maï-Maï y compris, les FDLR, qualifiés désormais de « forces négatives », occuperont la grande partie de l'espace abandonné par les Maï-Maï, et ce jusqu'à ce jour. Ils contrôlent depuis lors une vaste zone du territoire de Kalehe et y occupent aujourd'hui de nombreux villages, dont les principaux sont Ngokwe, Kauma, Kaciri, Lai-lai et Ramba dans le groupement de Mubugu ; Lumendge, Ekingi, Mangaa, Cinene, et Bushibwambombo dans le groupement de Kalima ; Chibinda, Bugaru, Mutale dans le groupement de Kalonge et la forêt de Chinono, Chambombo dans le groupement de Ziralo ainsi qu'une grande partie du groupement de Musenyi en chefferie de Buloho.

Les FDLR du territoire de Kalehe opèrent à partir de quatre bases principales dont Ekingi (groupement de Kalima), Ngokwe (groupement de Mubugu), Bugaru (groupement de Kalonge) et Chambombo (groupement de Ziralo). Bien que situés au Sud-Kivu, ils dépendaient militairement (jusqu'en janvier 2009 du moins) de la division du Nord-Kivu qui était basée à Nyabiondo (Masisi) sous le commandement du colonel Israël et avec laquelle ils communiquaient plus facilement que la division du Sud-Kivu basée à Lemera (sud du Sud-Kivu) sous le commandement du colonel Léopold Mujambere. Avant les opérations militaires « Umoja Wetu » lancées au Nord-Kivu en janvier 2009 (voir infra, p.44), l'état-major général des FoCA était basé à Kibuwa, dans le territoire de Masisi et commandé par le général Mudacumura²⁴. Avec le démantèlement des différentes bases FDLR du Nord-Kivu par la coalition FARDC/RDF/CNDP/PARECO au cours des mois de janvier et février 2009, il demeure difficile de savoir actuellement comment s'est réorganisée la structure FDLR. De

²⁴ La direction politique du mouvement se trouve quant à elle basée en Europe : le président des FDLR, le docteur Ignace Murwanashyaka vit à Bonn en Allemagne et le secrétaire exécutif du mouvement, Callixte Mbarushimana, habite Paris.

nombreux combattants sont venus du Nord-Kivu pour s'installer dans les forêts de Bunyakiri (principalement dans les villages de Ekingi, Mangaa, Ngokwe, Ramba, Kahuma, Kaçiri et Cinene) augmentant massivement les effectifs présents dans le territoire de Kalehe, tandis que certaines des positions perdues par les FDLR ont déjà été récupérées par ces derniers dans Walikale et Masisi.

Les activités économiques constituent une préoccupation centrale et essentielle au maintien même du groupe. Sur ce plan, les FDLR se sont particulièrement bien organisés, de sorte qu'ils constituent généralement la principale force économique dans les zones qu'ils occupent. Parmi les activités générant des revenus considérables au groupe, on compte l'exploitation des ressources naturelles, le commerce des biens manufacturés et du bétail, la perception des taxes et enfin l'agriculture. La principale source de financement des FDLR provient de l'exploitation et du commerce des minerais. Selon le rapport des experts des Nations Unies sur les guerres à l'Est de la RDC (décembre 2008), les bénéfices annuels que tirent les FDLR de ce commerce de minerais, principalement la cassitérite, le coltan, l'or et le wolframite se chiffrent en millions de dollars. Dans le territoire de Kalehe, les carrés miniers de Chambombo, de Katasomwa, Cibinda et Bisisi, dans le parc national de Kahuzi-Biega, sont depuis 2003 sous leur contrôle. Les FDLR n'exploitent généralement pas directement les carrés miniers mais prélèvent plutôt d'importantes taxes sur les exploitants artisanaux et les transactions de minerais qui ont lieu entre les exploitants et les négociants qui ramènent ensuite la marchandise vers Bukavu²⁵ ou Goma. Les FDLR organisent en outre un système de taxation des minerais provenant de Walikale et Shabunda et qui passent par Ekingi et Kalonge pour arriver jusqu'à Bukavu. Toutefois, et bien que plus rarement, les FDLR exploitent aussi directement les carrés miniers, comme par exemple à Bisisi.

Outre les recettes minières, les FDLR ont mis en place un système de crédit dénommé « logistique non conventionnelle », qui facilite leurs activités commerciales. Dans le cadre de cette logistique, les commandants reçoivent de l'argent de leur hiérarchie qu'ils distribuent à leur tour sous forme de micro-crédits entre des hommes de troupes spécialisés dans différents types de commerces (principalement bien manufacturés et bétails). Une partie des recettes est ensuite reversée à la hiérarchie pour assurer le bon fonctionnement du mouvement et satisfaire ses différents besoins logistiques. Les FDLR mandatés dans ce commerce ont un pourcentage dans les intérêts réalisés. C'est dans ce cadre que les FDLR pratiquent dans les zones sous leur contrôle le commerce des minerais, de produits manufacturés, de gros et petits bétails. Ils recourent aussi aux commerçants congolais afin d'étendre cette logistique non conventionnelle aux marchés de Bukavu : des FDLR peuvent remettre d'importantes sommes d'argent à des commerçants congolais pour que ceux-ci les ravitaillent en certains produits manufacturés, moyennant une marge bénéficiaire pour l'intermédiaire. Il arrive d'ailleurs parfois que ce dernier fuit avec l'argent des FDLR, exposant

²⁵ Ce sont essentiellement les mêmes comptoirs d'achat que ceux cités dans le rapport des experts des Nations Unies qui sont impliqués dans l'achat de minerais provenant des zones sous contrôle FDLR ou PARECO du territoire de Kalehe. Il s'agit des maisons Panju, Muyéyé et Olive, cette dernière étant parmi les plus importants comptoirs à acheter dans les hauts plateaux de Kalehe

alors les populations locales, voire ses proches, à des risques de représailles²⁶. Dans certains marchés tels que Chambucha, Hombo et Karasi, les FDLR ont littéralement imposé un monopole commercial sur le bétail, empêchant par la menace des armes les congolais de s'adonner à ce commerce.

Dans tous les marchés sous leur contrôle (Ekingi, Ramba, Lukaraba, Musenyi et Bugaru, pour le territoire de Kalehe), les FDLR organisent la perception des taxes relatives à l'accès au marché et aux transactions commerciales. Les taxes sont fixées d'une manière arbitraire, pouvant passer de 100 FC à 300 FC par vendeur et par marché selon leurs souhaits et besoins du moment. Dans le marché d'Ekingi par exemple, une viande boucanée est taxée à 100 FC à l'entrée du marché et 100 FC à sa sortie, le nombre de viande boucanée y étant estimé à un millier par marché. Enfin, sur le plan agricole, les FDLR et leur dépendants ont chassé les paysans congolais des terres les plus productives (forestières), obligeant ainsi de nombreux paysans à se déplacer et s'appauvrir. Dans les zones sous leur contrôle, ce sont désormais eux qui contrôlent la gestion et la répartition des terres qui revenaient traditionnellement aux chefs coutumiers locaux. Par ailleurs, dans certains marchés de Bunyakiri comme Hombo et Karasi, les FDLR fournissent la grande majorité des produits agricoles. Dans la partie ouest de Kalehe, la production et la vente de chanvre constituent aussi une source de revenus au mouvement FDLR. Dans les marchés de Karasi, Hombo, Kambegeti et Ekingi, une vingtaine des sacs de cinquante kg est vendue par les FDLR chaque jour de marché. Un sac est vendu à 80 USD tandis que les principaux acquéreurs ne sont autres que les FARDC.

b. Les Patriotes Résistants Congolais (PARECO)

Créé dans le Masisi en mars 2007 à partir de différents groupes armés hutu, tembo, hunde et nande de Masisi, Rutshuru et Walikale, le PARECO est rapidement devenu l'un des groupes armés congolais les plus importants du Kivu (le troisième selon le rapport des experts du Conseil de Sécurité) et certainement le premier groupe armé congolais (GAC) du territoire de Kalehe. Le PARECO s'y est implanté en deux temps : d'abord à partir de septembre 2007 dans certains villages du groupement de Ziralo (Lumbishi, Shandje et Chambombo) et ensuite dès 2008 sur l'ensemble des hauts plateaux de Kalehe. Rassemblés sous la

²⁶ Le colonel Frank (comandant FDLR basé à Ekingi) avait ainsi l'habitude d'envoyer sa femme accompagnée d'un motard à Bukavu, cette première gardant l'argent de son mari. En 2006, la femme de Frank, toujours accompagnée du motard, se fait arrêter et ravir tout l'argent de son mari (autour de 900\$) lors du contrôle de la barrière de Tchivanga par les services de l'ANR. Le motard fut suspecté par Frank d'avoir informé l'ANR et n'osa dès lors pas retourner dans la zone FDLR. Suite à cet incident, le colonel Frank menaça de piller Bunyakiri en représailles de ce vol. Les chefs coutumiers de Bunyakiri durent sensibiliser Frank qui renonça finalement à mener des actions préjudiciables aux populations. Un autre cas peut être cité : début 2008 deux jeunes gens de Kambale se voient confier un lionceau par des FDLR du village de Lumendje pour le vendre à Bukavu. Les deux jeunes se feront escroquer par un acheteur qui disparaîtra avec le jeune fauve sans jamais payer quoi que ce soit. Là encore les deux jeunes disparurent pendant un temps pour se faire oublier tandis que les FDLR menacèrent leurs familles respectives qui furent forcées de rembourser des dommages et intérêts aux FDLR.

bannière de la lutte contre le CNDP de Laurent Nkunda, les miliciens du PARECO ont bénéficié de la collaboration et du soutien direct de certains officiers FARDC²⁷ avec lesquels ils collaborèrent dans les affrontements contre le CNDP jusqu'en décembre 2008. Ces miliciens proviennent entre autres des groupes armés de Mugabo (un Hutu de Masisi qui est devenu le chef d'état-major du mouvement), de Lafontaine (un Nande de Rutshuru), de Limenzi (un Tembo de Remeka, dans le territoire de Masisi) et enfin de Bigembe (un autre Hutu de Remeka). Le président du mouvement, Sendugu Museveni, est lui aussi Hutu et est fonctionnaire d'état à l'Office de Contrôle Congolais à Goma. Toutefois, dans les hauts plateaux de Kalehe, le PARECO est composé exclusivement de Hutus rwandophone et est de ce fait considéré comme un groupe de défense des intérêts hutus par les autres communautés de Kalehe.

Le PARECO est organisé en une division du Nord-Kivu et une division du Sud-Kivu, elle-même constituée de deux « bataillons », celui du colonel Wegamiye, un ex capitaine FARDC de la 15^{ème} BI qui contrôle la partie sud des hauts plateaux de Kalehe (Bushaku, Nyamugari et Nyawaronga) et celui du colonel Gwigwi qui contrôle la partie nord des hauts plateaux (Shandje, Lumbishi, Ramba et Chambombo). A partir de ces lieux, le PARECO contrôle aussi les moyens plateaux, tandis que dans certains villages, il exerce son pouvoir en concurrence avec d'autres groupes armés : à Katasomwa, il cohabite avec les FARDC, à Chambombo avec les Mai-Mai de Kirikicho, à Ramba avec les FDLR. Les estimations des effectifs du PARECO par les acteurs de la société civile font état d'environ 2000 hommes armés dans les hauts plateaux de Kalehe (PARECO/Sud-Kivu). Au sein du Programme Amani, la déclaration des effectifs du PARECO/Sud-Kivu est de 4500 hommes de troupes et 150 policiers sur l'ensemble du territoire de Kalehe.

Le principal objectif du PARECO est (ou plutôt était, jusqu'en décembre 2008) de lutter contre l'avancée du CNDP de Laurent Nkunda, avancée perçue comme une menace directe à la sécurité et aux droits (notamment fonciers) des communautés autochtones du sud du Nord-Kivu et du nord de Kalehe. Sur les hauts plateaux de Kalehe, où l'on trouve majoritairement des combattants hutus, les motivations du mouvement sont perçues par les populations comme relevant de la protection des membres de la communauté hutue congolaise contre différentes menaces, à savoir la présence et les risques d'avancée du CNDP, les pillages et exactions des FDLR, les pillages de bétail des Mai-Mai Kirikicho et enfin la remise en cause de leur nationalité congolaise par les autres communautés locales.

Comme pour les FDLR, l'exploitation des minerais constitue une des principales sources de financement local du PARECO, qui contrôle à lui seul sept carrés miniers sur la dizaine qui est opérationnelle dans le territoire de Kalehe. Il s'agit des carrés miniers de Nyawaronga, Lumbishi, Shandje, Kairenge, Kitingiro, Fangere, Kitendebwa. Les minerais les plus exploités dans ces carrières sont la cassitérite, le coltan, l'or et le wolframite, autant de matières

²⁷ Le Rapport final du Groupe d'experts du Conseil de Sécurité des Nations Unies du 12 décembre 2008 (S/2008/773) relève plusieurs cas de livraisons d'armes et de munitions par des officiers FARDC au groupe PARECO (pp. 32-34).

premières qui sont écoulées auprès des comptoirs de Goma ou Bukavu par l'intermédiaire de négociants.

Le PARECO perçoit des taxes sur les marchés de Shandje, de Chambombo, de Lumbishi, Karangu, Katasomwa et Ramba, soit de manière individuelle soit en collaboration avec d'autres groupes armés (FDLR et Kirikicho). A titre d'exemple dans le marché de Karangu un panier de manioc est taxé à 100 FC, l'abattage d'une vache à 2500 FC, l'abattage d'une chèvre à 1000 FC. Le PARECO érige aussi des barrières sur certains axes pour prélever des taxes de circulation sur les passants et leurs marchandises. Ainsi, pour se rendre de Nyabibwe à Ziralo, toute personne est obligée de libérer 100 FC par barrière. Sur les cinq barrières de cet axe, trois sont sous contrôle du PARECO, une sous contrôle FARDC et une sous contrôle de Kirikicho. Pour renforcer davantage sa capacité financière, le PARECO a, depuis octobre 2008, imposé à toute personne adulte habitant ou circulant dans les hauts plateaux de Kalehe un nouvel impôt « d'effort de guerre » de 700 FC par mois, le paiement de cette somme étant sanctionné par un petit jeton imprimé qui sert de billet de circulation. Si les populations tant havu que hutues contestent cette taxe, les autorités locales coutumières et administratives, pour qui cette nouvelle taxe constitue un abus inacceptable, ne se trouvent pas en mesure de s'y opposer directement.

c. Les Maï-Maï Kirikicho

Le groupe maï-maï de Kirikicho est une milice essentiellement composée de Batembo des groupements de Ziralo et Ufamandu (Walikale), groupements qui constituent les zones d'occupation du groupe. Ancien capitaine maï-maï de Padiri, Kirikicho, frustré par le grade de major qui lui fut attribué au moment de l'intégration des forces belligérantes en 2003, refusa de rejoindre les FARDC et préféra regagner la forêt de son groupement natal de Ziralo avec quelques uns de ses éléments. De 2003 à 2005, Kirikicho et ses hommes étaient dans une phase d'organisation et de recrutement de sorte que les populations semblaient ignorer les motivations du groupe. Ce n'est qu'à partir de 2006 que Kirikicho commence à se faire connaître comme GAC par les organisations locales de développement ainsi que par la 10^{ème} Région Militaire FARDC (Sud-Kivu) : les acteurs de la société civile d'une part et des officiers FARDC d'autre part entrent alors en contact avec le groupe pour le sensibiliser au processus d'intégration dans les FARDC. Kirikicho accepte d'intégrer les FARDC à la mi-2007 et se regroupe avec ses combattants à Nyabibwe où il est récupéré pour être amené à la 10^{ème} RM. Malgré que la 10^{ème} RM lui reconnaisse le grade de lieutenant colonel, il retourne en forêt avec ses hommes sous prétexte que ses doléances n'auraient pas été entendues par la 10^{ème} RM, à savoir son remplacement à Ziralo par des militaires FARDC afin de protéger la population civile des exactions des FDLR, le paiement du solde de ses hommes et enfin la reconnaissance d'un grade supérieur. De son côté, la 10^{ème} Région affirma qu'elle avait laissé Kirikicho retourner à Ziralo afin qu'il rassemble ses hommes et les amène tous au brassage, mais Kirikicho ne revint jamais. Le groupe occupe depuis lors les forêts de Ufamandu et de Ziralo, son état-major étant basé à Biriko (Ufamandu) jusqu'en janvier 2009. Actuellement son état major se trouve à Lutungulu dans la forêt de Ziralo, d'où il contrôle les villages de Maseruka, Kiuli, Ndabunge, Kifuruka, Banyamisimba, fangere, Kirambo,

Bunyakangoro et Tushunguti. Selon sa dernière déclaration au programme Amani, les effectifs de Kirikicho sont de 1339 militaires et 50 policiers. La majorité de ces hommes sont des Batembo de Ziralu, Ufamandu et Masisi. La motivation officielle du groupe concerne la protection de la communauté tembo contre les exactions des FDLR d'une part, alors même que Kirikicho collabore souvent lui-même avec ce groupe, et d'autre part contre l'avancée du CNDP vers le Sud-Kivu.

Sur le plan économique, Kirikicho contrôle certains carrés miniers comme celui de Tushunguti et Fangere dans lesquels il fait payer des taxes et des droits d'exploitation aux creuseurs qui y exploitent l'or et la cassitérite. Il impose des taxes dans les marchés de Tushunguti et Biriko (jusqu'en janvier 2009 pour ce dernier), et partage la perception des taxes avec le PARECO et les FDLR à Chambombo, ainsi qu'il érige des barrières sur les axes qu'il occupe.

d. Autres groupes armés congolais dans Kalehe

D'autres GAC ont encore été actifs dans le territoire de Kalehe dans le courant de l'année 2008, suite aux nouveaux enjeux créés par le lancement du programme Amani (voir infra). Il s'agit des groupes maï-maï Kifuafua, Simba et Sido. Nous reviendrons plus en détails sur les événements concernant ces deux groupes armés dans la partie décrivant les implications du programme Amani sur les dynamiques des groupes armés dans Kalehe.

e. Les FARDC dans le territoire de Kalehe

Depuis la signature des accords de paix en 2003 et le brassage des forces belligérantes dans les nouvelles FARDC, la zone opérationnelle de Bunyakiri²⁸ a vu différents bataillons FARDC se déployer le long de l'axe principal (route nationale 3). Tous ces bataillons se caractérisèrent toutefois par des faiblesses structurelles, logistiques et humaines qui les empêchèrent d'assurer pleinement leur rôle dans un contexte dominé par des groupes armés²⁹. La succession de différents bataillons, souvent qualifiés par les acteurs locaux de « relèves intempestives », engendra un manque de cohérence dans les stratégies sécuritaires mises en place par les différents commandants successifs. Ces différentes faiblesses qui caractérisent les FARDC illustrent les difficultés plus générales rencontrées par le processus de reconstitution et de professionnalisation de la nouvelle armée nationale.

Les premiers éléments FARDC à se déployer à Bunyakiri de 2003 à 2004 suite au retrait des belligérants furent les ex Maï-Maï dirigés par feu le colonel Edo Miritawa. Toujours imprégnés de l'idéologie et des pratiques maï-maï, ces militaires s'imposèrent de manière autoritaire sur les autorités administratives et coutumières et s'illustrèrent par de nombreuses tracasseries

²⁸ Cette partie sur les FARDC cible plus particulièrement la zone de Bunyakiri et non l'ensemble du territoire de Kalehe.

²⁹ Les relations entre FARDC et GA seront abordées de manière plus détaillée dans la section suivante.

et exactions sur les populations civiles, se rendant notamment coupables de cas de règlements de compte envers les personnes et familles qui s'étaient ralliées au RCD durant les années de guerre. Début 2005, la première brigade de réserve du chef de l'Etat, commandée par le colonel Yav, remplaça les ex Mai-Mai de Edo et gèra l'entité jusqu'en 2006. Non seulement les deux bataillons de cette brigade qui se succédèrent dans la zone adoptèrent des stratégies d'intervention opposées par rapport à la présence des FDLR, mais ils ne se concertèrent ni se coordonnèrent avec les éléments de la 116^{ème} brigade non brassée du colonel Jonas Padiri³⁰ qui occupaient Mubugu et le nord-est de Buloho. Ce manque de coordination fut aussi sans doute favorisé par l'éloignement des états-majors des deux brigades, la 1^{ère} étant basée à Walungu tandis que la 116^{ème} se trouvait à Minova.

En décembre 2006, ce fut au tour du groupement de combat³¹ (GC) du colonel Doms Enekunga, lui-même ancien Mai-Mai tembo de Bunyakiri, de prendre en charge le commandement opérationnel des troupes déjà déployées, le commandement administratif restant aux mains des commandants respectifs. En février 2007, le bataillon Lwiro commandé par le Major Tambwe, remplaça les militaires de la première brigade de réserve qui partirent en renfort dans les opérations menées contre le CNDP dans le Nord-Kivu. Mais le partage de commandement entre le major Tambwe et le colonel Doms ne se réalisa pas de manière collaborative, de sorte que c'est plutôt une relation de concurrence en termes de leadership qui s'installa entre les deux hommes, ce qui précipita certainement la relève du bataillon Lwiro qui fut remplacé dès juin 2007 par des éléments de la 14^{ème} BI. La seule présence d'officiers hutus et tutsis au sein de ces nouvelles unités commandées par le major Papy suscita de fortes craintes parmi les populations encore traumatisées par l'occupation du RCD. Un changement ponctuel fut aussi visible dans le comportement des FDLR. Mais cette situation se normalisa en l'espace de deux mois.

En 2008, les éléments de la 14^{ème} BI furent progressivement envoyés en renfort dans les affrontements entre FARDC et CNDP au Nord-Kivu, les derniers éléments quittant Bunyakiri en septembre 2008. Entre-temps, début 2008 ce fut le bataillon Lwiro qui revint dans la zone, mais cette fois le major Tambwe installa son état major à Kalonge, assez loin de Bunyakiri centre pour ne pas être en concurrence avec le commandant du GC. Les effectifs du bataillon Lwiro ne complétèrent toutefois pas ceux de la 14^{ème}, le nombre de militaires FARDC à occuper Bunyakiri se voyant sensiblement réduit.

En septembre 2008, le commandant du groupement de combat, le colonel Doms Enekunga, fut transféré d'abord à Uvira et ensuite à Makobola. Il fut remplacé par un autre ex Mai-Mai de Bunyakiri, le colonel Kingombe, qui reprit le commandement de l'ensemble de l'état-major laissé par son prédécesseur. Jusqu'en mars 2009, les éléments du bataillon Lwiro et ceux du GC étaient donc déployés de Kalonge à Hombo, mais demeuraient en effectifs réduits. Un certain manque de leadership accompagna le changement de commandement au sein du

³⁰ A ne pas confondre avec le général Padiri, qui est quant à lui nommé commandant de la Région Militaire du Katanga.

³¹ Un groupement de combat est une unité d'officiers FARDC que la hiérarchie militaire affecte dans une zone opérationnelle afin de planifier et mener des opérations avec les unités rencontrées sur place et/ou solliciter des renforts en cas de besoin.

GC, laissant la possibilité aux officiers seconds de s'imposer ou d'influencer fortement la manière de gérer certains dossiers sensibles. Aujourd'hui encore, il en ressort un manque de cohésion au sein du commandement et l'apparition de certaines lignes de clivages entre les officiers, notamment entre Tembo et non Tembo, ainsi qu'une détérioration sensible des relations entre les populations locales et les militaires, comme l'a illustrée la crise liée à l'avancée de Kirikicho vers le centre de Bunyakiri fin janvier 2009 (voir infra).

Avant le déploiement de troupes supplémentaires en mars 2009, ces éléments FARDC souffraient de sérieuses carences qui les empêchaient d'assurer correctement leurs différentes missions dans cette zone opérationnelle. Ces manques concernaient principalement les effectifs et moyens militaires. Les hommes étaient trop peu nombreux pour assurer un déploiement conséquent dans un contexte mouvant dominé par des GA. En janvier c'était l'arrivée de Kirikicho à Bunyakiri, en février ce furent des milliers des FDLR fuyant les opérations du Nord Kivu qui se concentrèrent dans les forêts de Bunyakiri. Malgré de telles difficultés, le bataillon Lwiro et le GC ne disposent toujours pas de véhicules pour intervenir en cas d'urgence, de sorte que les officiers sont obligés de recourir aux taxi-motos de particuliers pour leur déplacement. Des conflits naissent souvent entre FARDC et motards suite aux paiements irréguliers de ceux-ci par les militaires. Ne disposant pas de phonie, les FARDC du groupement de combat sont contraints de solliciter celle de la MONUC pour atteindre la 10^{ème} Région Militaire pour des questions militaires urgentes. Aujourd'hui encore, de telles carences illustrent l'impossibilité du commandement local FARDC d'assurer pleinement la protection des populations et mettent en évidence le manque de volonté de la 10^{ème} Région Militaire d'établir les mesures nécessaires pour fournir un minimum de sécurité aux populations dans un contexte extrêmement instable et fragile.

Depuis février 2009, les éléments de la 14^{ème} BI sont revenus dans le nord du territoire de Kalehe, s'installant à Minova. Ils ont depuis lors progressé dans l'ensemble des hauts plateaux, intégrant de manière accélérée les éléments du PARECO/Sud-Kivu qui s'y trouvaient. Ils avancèrent en février jusque dans le groupement de Mubugu (Ramba, Cigoma et Karasi) et établirent leur état-major à Katasomwa. Depuis la fin du mois mars, un renforcement massif des troupes FARDC a eu lieu à Bunyakiri avec l'arrivée, par différents axes, des militaires de la 14^{ème} brigade auxquels sont intégrés les hommes du PARECO et du CNDP. Notons pour conclure que, du côté de Kalehe centre, c'est le 1033^{ème} bataillon non brassé du major Chiviri qui contrôle la zone allant de Kasheke jusqu'à Rambira en passant par Kalehe centre, tandis que c'est la 14^{ème} BI qui contrôle à partir de Rambira jusqu'à Minova.

2. Les dynamiques de « cohabitation » entre groupes et forces armés, autorités et populations³²

Particulièrement importante pour le maintien – fragile – des équilibres sécuritaires du milieu, les dynamiques qui lient cette multitude de groupes et forces armés entre eux, ainsi qu'aux

³² Les points a, b, c et d de cette partie concernent la période précédant janvier 2009.

autorités locales et aux populations, se déploient autour de trois types d'enjeux spécifiques, à savoir les enjeux sécuritaires, les enjeux économiques et les enjeux politiques. Ces enjeux se situent au cœur de l'exercice du pouvoir, qui se voit de facto partagé, de manière toujours provisoire, fragile et précaire, par cette pluralité d'acteurs et de forces en présence. La détention des armes et le recours à la violence ayant depuis longtemps acquis un rôle prépondérant dans ces équilibres, nous apportons ici quelques exemples illustrant la manière dont la violence peut surgir lorsque les relations entre GA en viennent à se tendre et à se rompre autour de la gestion de ces enjeux dans le territoire de Kalehe. Nous mettons aussi en évidence la manière dont les populations et autorités locales s'accommodent du mieux qu'elles peuvent de la présence des GA et participent elles aussi, inévitablement et bien malgré elles, de ces dynamiques de cohabitation.

a. Les enjeux sécuritaires

Les enjeux du maintien de la sécurité et de la protection des populations constituent, dans leurs discours officiels du moins, une préoccupation centrale des différents GA, comme d'ailleurs des FARDC, et autour desquels les différentes forces en présence peuvent soit collaborer, soit s'opposer. Les GA entendent en effet protéger « leurs populations » contre différentes menaces extérieures, mais proches, que constituent le CNDP, les FDLR, les autres GAC, l'indiscipline de certains éléments FARDC ou simplement le banditisme. D'une manière générale, lorsqu'un incident sécuritaire se produit dans la zone, tel qu'un pillage, assassinat ou viol, les forces en présence doivent se montrer, face aux populations du moins, concernées et tenter (éventuellement de manière hypocrite) d'en réprimer les auteurs. A partir de ce principe, plusieurs logiques peuvent se mettre en branle à l'intérieur même d'un GA comme entre les différents GA (et les FARDC) concernés par un incident sécuritaire. Ainsi par exemple, lorsque début 2008 des FDLR incontrôlés sèment la panique parmi les populations de Musenyi en se rendant coupables de pillages, le commandant du GC FARDC insista directement auprès du major Guillaume (FDLR) pour que ce dernier rétablisse la discipline parmi ses hommes. Une opération FDLR, à laquelle un officier FARDC prit part en tant qu'observateur, fut alors lancée par Guillaume au mois de mars 2008, ce qui permit de démanteler le groupe d'incontrôlés et de rétablir la sécurité à Musenyi. La collaboration autour de ces enjeux sécuritaires n'est toutefois pas toujours de mise, comme en témoigne, en octobre 2008, l'incident qui survint entre les Maï-Maï Kifuafua et les FDLR, lorsqu'un Maï-Maï assassina un FDLR pillard dans le village de Chifuruka (groupement de Waloa-Loanda). Les FDLR se montrèrent particulièrement virulents contre les Maï-Maï et menacèrent de massacrer les villageois tembo. L'incident engendra le déplacement de tous les habitants de ce village vers Chambucha pendant deux mois. Autre exemple à Hombo Nord où, en juillet 2008, les FARDC arrêtaient trois FDLR qui venaient de se rendre coupables de pillage : l'arrestation envenima les relations entre ces militaires jusqu'à ce que les FDLR ouvrent le feu contre les FARDC. La situation se calma néanmoins rapidement, suite à des concertations entre l'armée et les rebelles rwandais.

Ces quelques exemples, s'ils ne sont toutefois pas exhaustifs, témoignent de la manière dont des incidents sécuritaires peuvent influencer sur les relations existantes entre groupes et forces

armés. Ils ne résumant néanmoins pas à eux seuls les aspects sécuritaires qui peuvent modeler ces relations, les groupes et forces armés pouvant mettre en place une collaboration directe entre eux pour lutter contre une menace perçue comme commune par tous, telle que le fut la progression du CNDP contre laquelle tous les groupes armés de Kalehe combattirent aux côtés des FARDC durant de nombreux mois en 2008. Cette collaboration semble avoir été particulièrement étroite entre les FARDC et le PARECO, ce dernier ayant bénéficié de plusieurs livraisons d'armes et de munitions de la part d'officiers FARDC³³. Le PARECO ouvrit un second front contre le CNDP dans le territoire de Masisi et participa à des opérations conjointes avec les FARDC. Les FDLR envoyèrent quant à eux de nombreux renforts à partir de leurs bases de Ekingi, Mangaa et Ngokwe vers Masisi, laissant seulement quelques combattants dans la plupart de leurs positions de Bunyakiri. Les Mai-Mai Kirikicho et Kifuafua furent eux aussi impliqués dans les combats contre le CNDP. Ainsi par exemple, lors des attaques de Ngungu (Masisi) par le CNDP du huit au dix novembre 2008, ce sont les éléments du PARECO, de Kirikicho, de Delphin, des FDLR et des FARDC qui s'affrontèrent au CNDP.

Enfin, un dernier aspect sécuritaire qui influença profondément les relations entre FARDC et FDLR à Bunyakiri est relatif aux stratégies militaires adoptées par les différents bataillons FARDC qui se succédèrent dans la zone. Alors que de 2003 à 2004 la brigade des ex Mai-Mai du colonel Edo gérait la présence des FDLR d'une manière concertée leur autorisant de circuler et commercer librement, les troupes du colonel Yav, et plus particulièrement le bataillon commandé par le capitaine Chiko, lancèrent en octobre 2005 des opérations militaires³⁴ contre les mêmes FDLR, et ce avec l'appui de la MONUC. Ces opérations, et la destruction de certains camps FDLR qu'elles entraînaient, provoquèrent le repli des rebelles rwandais en forêt, les empêchèrent d'accéder aux principaux marchés et centres de santé et augmentèrent fortement l'insécurité des populations de la zone, les FDLR ciblant celles-ci en représailles³⁵. Le bataillon du capitaine Fimbo releva celui de Chiko et, après concertation avec les autorités et populations locales, restaura progressivement la politique d'ouverture envers les FDLR, malgré la réticence de ces derniers à circuler désormais dans les zones FARDC. Les exactions FDLR diminuèrent alors à nouveau. Le groupement de combat qui releva Fimbo en décembre 2006 s'investira davantage encore dans la concertation avec les FDLR afin de sécuriser au mieux les populations civiles. En outre, le groupement de combat s'était aussi impliqué dans le processus de sensibilisation des Mai-Mai tels que Mabolongo 106³⁶ jusqu'à sa sortie de la forêt pour le brassage et Kirikicho pour sa tentative de sortie en 2007.

³³ Voir à ce propos le Rapport final du Groupe d'experts du Conseil de Sécurité des Nations Unies, S/2008/773, 12 décembre 2008, pp. 32-34.

³⁴ Il s'agit des opérations dénommées « Sentinelles du Sud ».

³⁵ Voir aussi : Life & Peace Institute, décembre 2006, *Analyse des dynamiques locales de cohabitation avec groupes armés FDLR à Bunyakiri, Hombo nord, Hombo sud et Chambucha*.

³⁶ 106 est un dissident FARDC et ex-FAZ qui rejoignit la forêt de Bunyakiri en 2005. Il avait déjà été Mai-Mai dans la même forêt durant la rébellion du RCD.

b. Les enjeux économiques

L'importance de la dimension économique des conflits armés dans l'est de la RDC est bien connue et a déjà été largement documentée³⁷. Nous avons déjà montré quels sont les types de ressources locales contrôlées par chaque GA et comment ces ressources sont utilisées par ces groupes comme moyen de financement de leurs activités, voire d'enrichissement. Ce sont plutôt les dynamiques de partage - et de dispute - entre les GA autour de ces ressources que nous resituons dans cette partie. Le contrôle des ressources économiques locales du territoire de Kalehe est en effet l'objet d'une compétition permanente entre les GA, et donc l'objet de confrontations régulières entre ceux-ci. L'accès et le contrôle de ces ressources déterminent largement la localisation des positions occupées par les différents GA et les velléités d'avancées que certains d'entre eux peuvent témoigner. Au titre de ces ressources, citons les carrés miniers, les marchés locaux, certaines filières commerciales (minéral, bétail, chanvre), et enfin les taxes et barrières imposées aux passants et commerçants.

Les différents groupes armés peuvent par exemple contrôler ensemble certains marchés et s'arranger alors entre eux sur les modalités de perception et de partage des taxes imposées sur les transactions commerciales et sur l'accès au marché. Il en est notamment ainsi sur les marchés de Katasomwa (PARECO et FDLR), Ramba (PARECO et FDLR), Chambombo (PARECO, FDLR et Kirikicho), Busurungi (Kifuafula de Delphin et FDLR). Ce partage des marchés peut dégénérer en affrontements ouverts lorsqu'un groupe armé tente de s'imposer sur un autre, comme cela s'est passé entre les Mai-Mai Kifuafula et le PARECO au mois de juillet 2008 sur le marché de Karangu (groupement de Mbinga nord). Les Mai-Mai Kifuafula furent dispersés par le PARECO qui garde depuis lors le monopole de la perception des taxes sur ce marché.

c. Les enjeux politiques et le programme Amani

Si d'importants enjeux politiques ont toujours été au cœur du maintien ou de la création des groupes armés, la conférence de Goma et le lancement du programme Amani en janvier 2008 ont renforcé de manière accrue les gains politiques et économiques qu'il était possible d'obtenir de la part des leaders des groupes armés congolais. En les incluant au sein de discussions politiques d'envergure qui leur confèrent une légitimité nouvelle, et plus particulièrement encore en définissant des critères précis (tels que le nombre d'hommes) qui justifieront les gains politiques (tels que la reconnaissance des grades) offerts aux leaders de GAC en échange de leur intégration, le programme Amani participa malgré lui d'une redynamisation de ces GAC. Tous les leaders armés du territoire de Kalehe, alors même

³⁷ On peut entre autres lire à ce propos le *Rapport final au Conseil de sécurité de l'ONU du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesses de la RDC*, 16 octobre 2002 ; le *Rapport final du Groupe d'experts du Conseil de Sécurité des Nations Unies, S/2008/773*, 12 décembre 2008 ; le rapport de Spittaels, S. & Hilgert, F. (2008), *Mapping conflict motives : Eastern DRC*, IPIS & Fatal Transaction, Antwerp.

qu'ils s'engageaient officiellement à désarmer et à intégrer l'armée nationale, se sont depuis lors lancés dans une course au recrutement de nouveaux combattants, ciblant les démobilisés et les jeunes (sinon des enfants) des entités sous leur contrôle mais aussi en dehors de celles-ci. Toujours dans l'objectif d'augmenter leur capacité de pression et de négociation au sein du programme Amani, ils initièrent de nouvelles stratégies telles que la négociation de nouvelles alliances entre GAC, l'intégration de certains GAC trop réduits en termes d'effectifs au sein d'autres groupes, ou encore des tentatives d'expansion du territoire sous leur contrôle. Alors que le territoire de Kalehe n'abritait plus qu'une seule milice congolaise, celle de Kirikicho, cette redynamisation des GAC aura concerné pas moins de cinq groupes armés dans Kalehe depuis mars 2008, à savoir les Maï-Maï Kifuafua, les Maï-Maï Kirikicho, les Maï-Maï Sido, les Maï-Maï Simba et le PARECO. De telles évolutions ont un impact direct sur les relations existantes entre les groupes et force armées, ainsi que sur la situation sécuritaire du milieu. Notons encore qu'elles prennent place dans le contexte plus structurel d'un processus de brassage de l'armée nationale difficile et cahotant, ainsi que d'une réinsertion sociale des démobilisés particulièrement précaire. Un tel contexte s'avère profitable au renforcement et à la prolifération des GA.

C'est à partir du mois de mars que les premiers effets pervers liés au programme Amani se sont faits ressentir dans le nord de Kalehe. Le point de départ n'en fut pas les GAC eux-mêmes mais plutôt le 4^{ème} bataillon de la 85^{ème} brigade non brassée commandé par le colonel Delphin qui, au moment où la 85^{ème} se voit demander d'abandonner ses positions réparties sur l'ensemble du territoire de Walikale (jusqu'à Hombo nord) pour gagner les centres de brassage de Itebero, Biruwe et Walikale centre, fait défection avec ses hommes et rejoint les Maï-Maï de Kirikicho dans les forêts et villages de Ziralo et Waloa-Loanda. Profitant du retrait des effectifs de la 85^{ème} brigade partis au brassage, Kirikicho décide, avec soixante-dix de ses hommes et appuyé par les éléments de Delphin, d'occuper Hombo nord, important marché situé sur l'axe principal et à la frontière entre les Nord et Sud-Kivu. Le 27 mars 2008, après cinq jours d'occupation de Hombo nord par Kirikicho, des affrontements éclatèrent entre ses hommes et les éléments de la 85^{ème} brigade revenus des camps de brassage pour le chasser de Hombo, ce qui fit plusieurs blessés parmi les populations et déplaça toute la population de Hombo nord vers Hombo sud. Kirikicho se retrancha en forêt. Kirikicho et Delphin tentèrent ensuite de mettre sur pied une nouvelle division maï-maï Kifuafua³⁸ qui devait être commandée par Kirikicho et composée de trois brigades : celle de Ziralo sous commandement du colonel Kapere, celle de Ufamandu sous commandement du Major Limenzi et celle de Hombo Nord/Musenge sous commandement du colonel Delphin. Mais Delphin finit par se désolidariser de Kirikicho et partit établir son état-major maï-maï Kifuafua à Busurungi, dans le groupement de Waloa-Loanda (territoire de Walikale) qu'il contrôle depuis lors en grande partie. Le groupe de Delphin est depuis lors intégré au mouvement des Maï-Maï Kifuafua de sorte que son représentant au programme Amani à Goma est la même personne que pour le reste du mouvement.

³⁸ Les Maï-Maï Kifuafua est un groupe armé de Walikale qui est signataire de la conférence de Goma mais qui, comme la plupart de ces GAC, cherche à augmenter ses effectifs relativement faibles, raison pour laquelle le groupe chercha à influencer Delphin pour qu'il le rejoigne avec ses hommes.

Une autre évolution liée aux Mai-Mai Kifuafua concerna, au mois d'août 2008, la tentative d'un certain colonel Steve d'organiser les démobilisés et des jeunes de la partie nord du territoire de Kalehe (Karangu, Lwango et Nyamasasa) dans son propre groupe armé Kifuafua, qui aurait rassemblé jusqu'à deux cents hommes, selon certains acteurs de la société civile de Kalehe. Cette faction n'aurait toutefois pas été reconnue par le représentant des Mai-Mai Kifuafua au programme Amani à Goma. Le colonel Steve a alors pris contact avec Jules Akilimali, leader du mouvement mai-mai Simba, dans l'objectif de se rallier à ce dernier. Mais avant que cette relation ne se formalise entre le groupe de Steve et les Mai-Mai Simba, Steve se disputa les taxes avec le PARECO dans le marché de Karango (moyens plateaux de Kalehe) ainsi que le carré minier de Lwango avec les FARDC. Face à ces enjeux, le PARECO organisa un front contre Steve en octobre 2008, ce qui dispersa ses éléments, dont certains demeurent dans les villages environnant Nyamasasa (groupement de Mbinga nord) où ils se sont rendus coupables de plusieurs actes de banditisme (vols à main armée).

Kirikicho tenta à plusieurs reprises d'avancer ses positions dans des zones FARDC : après son avancée jusqu'à Hombo en mars 2008, il installa en juin 2008 son état-major à Cigoma et déploya ses hommes jusqu'à Ramba. En janvier 2009, il arriva jusqu'à Mukaba (à 4 km de Bunyakiri centre) dans l'intention de s'installer à Bunyakiri centre. Si en juin il fut persuadé de retourner dans son groupement de Ziralo par le commandant du GC, en vertu des accords signés à Goma lui interdisant d'avancer ses positions, la situation de janvier fut relativement plus tendue, les FARDC ne parvenant pas à freiner l'avancée de Kirikicho par voie diplomatique. Alors qu'ils s'étaient convenus de laisser venir Kirikicho jusqu'à Bulambika (centre de Bunyakiri) avec sa seule garde rapprochée, ce dernier arriva à Mukaba avec plus d'une cinquantaine d'hommes bien armés, faisant peser la menace de nouveaux affrontements³⁹ sur les populations de Bunyakiri. Les FARDC, sur la défensive et divisés entre officiers tembo et non tembo, accusèrent la communauté, et certains notables du milieu en particulier, de fomenter une nouvelle fois la déclaration du territoire de Bunyakiri et d'être ainsi en complicité avec Kirikicho. Ce dernier ne quitta Mukaba pour Karasi qu'après le passage d'une délégation d'autorités administratives et coutumières accompagnés de notables et représentants des organisations de la société civile qui exposèrent à Kirikicho la panique créée au sein des populations par son arrivée et l'intérêt de tous de le voir retourner à Ziralo, où il finira par rentrer après avoir passé quelques jours à Karasi.

Un autre groupe armé à avoir fait parlé de lui dans le territoire, depuis mars 2008, est le groupe mai-mai Sido ou Mai-Mai de Kalehe. Ce groupe naît suite aux sensibilisations des démobilisés des bas plateaux de Kalehe réalisées par un certain Cisayura⁴⁰. Deux mois plus

³⁹ Bulambika n'a plus connu d'affrontements depuis décembre 2005 lors de pillages menés par les éléments de 106 associés à des éléments FDLR, au cours desquels les FARDC s'interposèrent.

⁴⁰ Cisayura est un ancien Mai-Mai du groupe de Muhindo (chef de faction mai-mai de Kalehe avant les accords de paix de 2003). Il avait intégré les FARDC, s'était ensuite démobilisé avant de reprendre les armes en 2007.

tard, c'est Jean-Victor Eneongo Sido⁴¹ qui rejoint le groupe avec de l'argent et des tenues militaires, ce qui attira encore d'autres démobilisés et donna plus d'ascendance à Sido qui devint alors le chef du groupe en lieu et place de Cisayura. Basé dans les bas plateaux de Kalehe et plus précisément dans les villages de Bushushu, Nyamukubi, Kasheke et Bujuki, le groupe de Sido se rendit coupables de tracasseries et de pillages sur les populations. Non signataire de l'acte d'engagement de Goma et soupçonné par l'ANR d'être de connivence avec le CNDP, les FARDC décidèrent de démanteler le groupe. En juillet 2008, le 1033^{ème} bataillon du major Chiviri lança des opérations contre ces Maï-Maï et captura Sido avec une vingtaine de ses hommes. Ceux-ci sont aux arrêts et quatre d'entre eux ont été expédiés à Kinshasa, dont Sido et Cisayura. Entre-temps, de nombreux combattants du groupe se sont dispersés dans les différents villages de Kalehe qui étaient sous contrôle du groupe et continuent d'y semer l'insécurité par des actes de banditisme.

Le dernier GAC à avoir tenté de prendre de l'ampleur dans l'ensemble du territoire de Kalehe, et à Bunyakiri plus particulièrement est le groupe maï-maï Simba. Alors qu'il est initialement basé dans la chefferie Buhavu à Lemera, Nyabarongo et Luzira, début mai 2008, une délégation de trois personnes de ce mouvement sensibilisa une centaine de démobilisés à Bunyakiri, leur promettant d'accéder à des grades élevés afin de les persuader d'intégrer leur groupe et de créer un état-major à Mangaa. Le groupement de combat FARDC menaça de jeter la délégation en prison, ce qui la fit quitter définitivement Bunyakiri. C'est dans le même cadre et pour les mêmes raisons que, courant 2008, le PARECO étendit ses quelques positions du nord de Kalehe à l'ensemble de hauts plateaux.

Une récente évolution remarquable parmi les GAC signataires de la conférence de Goma est qu'ils se voient incités à se transformer en partis politiques, toujours dans une perspective d'accession à des postes politiques via leur intégration aux institutions nationales. Ce processus fut avalisé lors de la réunion de Goma du 23 mars 2009 entre le CNDP, les autres GAC et le gouvernement congolais, sous l'auspice du modérateur international Olusegun Obasanjo. Si cette transformation des GAC en partis politiques est positive en ce sens qu'elle concrétise le passage d'un mode violent à un mode pacifique de revendication politique, elle comporte toutefois certains risques, le premier étant de mettre à mal le principe démocratique. On voit en effet difficilement comment les responsables de ces nouveaux partis pourraient être intégrés dans les institutions à partir du moment où ils n'ont pas été soumis aux suffrages des populations et n'ont donc pour le moment aucune légitimité démocratique. Or il y a fort à parier que ces responsables ne seront pas enclins d'attendre les prochaines échéances électorales pour se voir accéder à une parcelle de pouvoir et d'autorité. Ensuite, on peut craindre que ses partis ne se distancient pas réellement de leur ancien mode de fonctionnement basé sur le recours aux armes et ne pérennisent durablement des idéologies favorables au recours à la violence armée comme mode de revendication politique.

⁴¹ Jean Victor Eneongo Sido est un ancien capitaine de la deuxième brigade intégrée FARDC, qui avait fait défection pour le CNDP et s'était ensuite joint aux Maï-Maï de Kalehe de Cisayura avant de prendre le dessus du mouvement. Il est Mukongo de la province de l'Equateur.

Ces différentes évolutions, qui prennent place parmi les groupes armés gravitant dans le territoire de Kalehe ou dans ses environs illustrent essentiellement deux choses. Elles montrent premièrement les effets pervers engendrés par le programme Amani sur terrain, qui a largement contribué à redynamiser les groupes armés. Elles insistent ensuite sur l'importance des enjeux politiques dans l'activisme des GAC et dans la nature des relations qu'ils entretiennent les uns aux autres.

d. Le rôle des populations et autorités locales

Bien qu'elles soient les premières victimes de la violence que génère la présence des groupes armés, il est important de rappeler que les populations et autorités civiles locales demeurent, malgré les contraintes fortes imposées par les GA, les actrices de leur propre destin et ne demeurent pas passives face aux problèmes auxquels elles font face dans leur quotidien. Aussi mettent-elles en place des stratégies leur permettant de se ménager une certaine marge de manœuvre, aussi réduite soit-elle, et de réduire tant que possible les menaces sécuritaires qui pèsent sur elles. Pour ce faire, elles tentent de créer des espaces et des cadres à travers lesquels elles peuvent éventuellement influencer les attitudes et comportements des combattants des GA, ou tissent encore avec les combattants ou leurs leaders des relations dans lesquelles les deux parties trouvent leurs intérêts. C'est l'ensemble de ces stratégies et de ces dynamiques que nous qualifions de dynamiques de cohabitation, ou encore d'accommodation, entre populations et GA. Loin de vouloir signifier que cette cohabitation est acceptée comme telle par les populations ni qu'elle se déroule de manière harmonieuse, il s'agit plutôt d'attirer l'attention sur le dynamisme des acteurs civils qui se voient contraints de partager leur quotidien avec des hommes armés et choisissent dès lors - et construisent activement - les voies et moyens les plus adéquats pour assurer un minimum de stabilité et de sécurité à leur vie quotidienne. Cette politique de cohabitation, ou de non confrontation, ne doit pas masquer l'inégalité fondamentale qui se trouve au cœur même des rapports entre civils et combattants : celle de la détention d'une arme et de la menace que l'arme représente pour celui qui n'en a pas.

Plusieurs stratégies peuvent illustrer ces dynamiques de cohabitation. Ces stratégies peuvent se situer à un niveau collectif comme être le fait de simples individus et n'ont pas nécessairement que des implications positives, certaines référant plutôt à des stratégies intéressées et égoïstes de certaines personnes. La première d'entre elles se situe au niveau des autorités et consiste à se ménager un moyen de pression, ou du moins de communication avec les GA, qui permet aux autorités locales de faire entendre leurs préoccupations, voire leurs recommandations, aux détenteurs d'armes. Ainsi par exemple, les autorités locales peuvent convoquer un conseil de sécurité local, soit en cas d'urgence soit pour faire le point de la situation sécuritaire, auquel prennent part les autorités, les notables et les militaires, qu'il s'agisse des FARDC ou éventuellement du groupe armé qui contrôle l'entité. Ainsi par exemple, le major FDLR Jean-Victor a l'habitude de prendre part à ces conseils de sécurité locaux à Chambucha. Ces conseils constituent un cadre dans lequel les représentants des populations peuvent échanger avec les hommes armés et sensibiliser ceux-ci sur certains problèmes sécuritaires du moment, tels que des cas de pillages, de viols,

d'assassinats ou encore la mise en place de nouvelles barrières ou l'augmentation des taxes sur les marchés. Ces échanges, toujours sensibles et très délicats pour les civils qui risquent de s'exposer à des représailles s'ils ne se montrent pas suffisamment diplomates, peuvent parfois être suivis d'effets, tout comme ils peuvent rester lettre morte. Dans les zones FARDC, ces cadres peuvent aussi servir à sensibiliser les FARDC pour que ceux-ci démarchent auprès de certains groupes armés afin de résoudre un problème sécuritaire concernant ces derniers. Ainsi par exemple, et bien que cela puisse se passer en marge des conseils de sécurité locaux, les notables et autorités coutumières locales étaient systématiquement impliquées dans les démarches que le colonel FARDC Doms entreprenaient auprès des GA. Non seulement tous les points que Doms devait discuter avec les GA étaient préalablement discutés avec ces notables et autorités coutumières afin de fixer les propos que Doms devrait tenir, mais ce sont aussi ces mêmes notables et coutumiers qui étaient déjà à l'initiative de tels contacts avant l'arrivée de Doms. Le conseil de sécurité local peut aussi mandater une délégation représentant les autorités et les notables locaux qui ira sensibiliser et faire pression sur un leader armé lorsque celui-ci commence à constituer une menace sécuritaire, comme ce fut le cas au mois de janvier à Bunyakiri lorsque Kirikicho s'était installé à Mukaba et que la tension montait dangereusement entre lui et les FARDC. Exception faite des FDLR, les notables locaux ont généralement l'avantage sur les militaires d'avoir une certaine ascendance sur les leaders armés qui sont, dans le cas de groupes mai-mai, des enfants du milieu. En recourant à la rhétorique du développement de leur entité et des méfaits que viendraient provoquer la résurgence d'affrontements pour les populations, les notables parviennent souvent à influencer positivement le comportement des leaders armés, comme ce fut le cas avec Kirikicho en janvier.

Certains leaders locaux peuvent entretenir, individuellement, des relations privilégiées avec l'un ou l'autre chef mai-mai et donc influencer celui-ci dans ses décisions. Ainsi, les représentants des GAC de Kalehe au programme Amani sont des leaders locaux issus de la même communauté que le leader armé. Ce lien permet notamment aux autres notables d'avoir un accès plus facile au GAC étant donné qu'il est plus simple d'en rencontrer le représentant civil que le leader armé : ce dernier réside généralement en forêt entouré d'une forte garde tandis que le premier se montre généralement plus ouvert au dialogue. Cet accès permet d'influencer les positions d'un GAC donné, en fonction des intérêts, souvent divergents, que peut y trouver tout un chacun. Ces relations de proximité entre leader armé et notabilité coutumière ou autre ne sont en effet pas dénuées d'intérêts tant politiques qu'économiques, ces représentants bénéficiant directement des gains qui échoient à leur GAC dans le cadre du programme Amani, qu'il s'agisse des grades militaires ou plus prosaïquement des perdiems et autres avantages offerts par le programme (prise en charge des nuits d'hôtels à Goma ou Bukavu, contacts avec d'autres leaders et hommes politiques, frais de restauration, transport et communication, etc.). Les résultats en termes de désarmement des GAC et de sécurisation des populations locales sont donc tributaires de ces intérêts personnels qui ne vont pas nécessairement dans le même sens que l'intérêt des populations locales. Ainsi par exemple, certains notables locaux ont pu jouer des rôles négatifs en influençant les chefs armés à recruter de nouveaux combattants ou à avancer leurs positions dans l'optique d'en tirer des gains personnels. Notons aussi que ces relations sont réversibles, des oppositions pouvant surgir entre un leader armé et son représentant,

oppositions qui aboutissent parfois au remplacement pur et simple du représentant. Dans ces relations complexes et à variables multiples, les populations peuvent aussi se voir instrumentalisées par les différents leaders locaux qui essaient de tirer avantage de la présence des hommes armés et de la dynamique liée au programme Amani, ce qui à son tour peut aboutir à l'émergence de nouvelles divisions ou tensions au sein même des groupes armés ou entre leaders locaux.

En troisième lieu, l'organisation de collecte de rations alimentaires par les chefs de localité, bien qu'elle soit imposée aux populations par tous les groupes armés sans exception, constitue elle aussi un moyen pour les populations de négocier leur sécurité auprès du groupe armé. Ces collectes concernent essentiellement les produits agricoles tels que manioc, maïs, farine ou encore huile de palme. A titre d'exemple, à Bunyakiri, dans les villages contrôlés par les FDLR, chaque petit producteur d'huile de palme doit remettre aux FDLR deux bouteilles d'huile pour un fût produit (c'est-à-dire trois litres sur deux cents), ces collectes étant coordonnées par des chefs de localités hutus rwandais nommés par les FDLR. Si les populations se plaignent de ces collectes qui leur sont imposées, celles-ci permettent toutefois de diminuer les cas de pillages ainsi que de se ménager un moyen de pression sur les groupes armés lorsque des cas de pillages arrivent malgré tout à se produire, les chefs allant alors rapporter aux officiers du GA leur indignation quant au fait que malgré les cotisations auxquelles leur populations consentent, des pillages continuent d'être commis.

Dans le cas des zones FDLR, il est nécessaire de remarquer que de nombreux chefs coutumiers ont été forcés de fuir leur fief suite à la nomination de chefs coutumiers rwandais⁴² par les FDLR et à l'insécurité consécutive dans laquelle les chefs congolais se trouvaient dès lors, leur seule présence dans le milieu pouvant être perçue comme une revendication de leur autorité. La nomination de nouveaux chefs coutumiers et la fuite des ayant droits constituent un point particulièrement négatif des dynamiques de cohabitation entre civils et FDLR et doit s'interpréter comme une volonté de retirer toute autonomie de gestion aux populations civiles de la part des FDLR qui cherchent ainsi à s'accaparer le pouvoir local de manière monopolistique. Cet aspect doit aussi être mis en lien avec la question foncière, à savoir l'appropriation des champs les plus productifs par les FDLR et leurs dépendants, dans un contexte où la gestion foncière (accès et répartition des terres entre les membres de la communauté) est le fait du pouvoir coutumier. Confisquer la gestion de la terre et démettre de ses fonctions les chefs coutumiers est vécu par les populations comme autant d'attaques directes de leur identité communautaire.

Un aspect fondamental de la cohabitation entre GA et populations relève de l'autorisation ou de la tolérance des FARDC par rapport à l'accès aux marchés laissé aux groupes armés et à leur libre circulation dans les zones FARDC, comme ce fut déjà décrit plus haut. Toujours sur

⁴² Ces nouveaux Chefs « coutumiers rwandais » portent les mêmes noms de chefs congolais sommés de fuir leurs villages. A titre d'exemple : les cas des villages qui ont actuellement des chefs rwandais répondant aux noms d'Enacinene (pour le village de Cinene) et d'Enekingi (pour le village d'Ekingi) pour ce qui est du groupement de Kalima, et d'Enakauma pour le village Kauma en groupement de Mubugu.

le plan économique, de nombreux liens commerciaux existent entre les populations congolaises et les groupes armés. Ainsi les FDLR font-ils recours à des commerçants congolais comme relais d'approvisionnement ou d'écoulement de certaines marchandises à partir ou vers les grands centres urbains auxquels ils n'ont pas directement accès. Dans les marchés sous contrôle des GA, on peut voir des combattants faire leurs achats chez divers marchands, tout comme des Congolais achètent de manière très naturelle des effets vendus par des combattants FDLR, tels que des têtes de bétails par exemple. Dans les marchés sous leur contrôle, ce sont les seuls FDLR qui fournissent les bouchers locaux en vaches ou en chèvres pour que ces derniers égorgent et revendent la viande au détail. Sur le marché d'Ekingi, le président du comité des commerçants de viande boucanée de Kambegete n'a d'autre choix que de se fournir auprès des FDLR pour ravitailler le marché de Kambegete situé dans la zone FARDC. Ainsi peut-on constater l'omniprésence des hommes armés dans la vie de tous les jours d'une large partie de la population du territoire de Kalehe : que ce soit lors du paiement des taxes ou des achats au marché, lors du passage aux barrières dressées par les GA ou d'une discussion autour d'une bière dans un bar de fortune, lors d'une simple promenade ou de la messe du dimanche, les contacts avec les hommes en armes sont inscrits dans le quotidien des populations. Celles-ci ont dès lors développé une expérience et une connaissance profondes de cette cohabitation difficile et délicate avec cette multitude de groupes armés.

e. Conséquences des dynamiques armées sur les populations et les relations intercommunautaires

Les guerres et la persistance des groupes armés ont eu de profondes répercussions sur les relations et les tensions existantes entre les différentes communautés et la cohésion sociale dans Kalehe. La logique des guerres et la généralisation de la détention des armes parmi les populations civiles, en rapport avec l'émergence du mouvement maï-maï, ont profondément bouleversé les normes sociales qui se trouvaient au fondement de la cohésion sociale et régulaient les relations interpersonnelles dans les communautés de Kalehe. Ce constat est plus particulièrement vrai pour Bunyakiri, qui a constitué le cœur même du mouvement maï-maï et qui fut traversé par la ligne de front opposant RCD et Maï-Maï. Aussi les relations hiérarchiques coutumières basées sur l'âge furent violemment remises en cause lorsque la possession des armes « libéra » la jeunesse armée de l'autorité des aînés. La montée en puissance des groupes armés locaux participa logiquement au déclin de l'autorité coutumière, et bien que celle-ci joua, et continue encore de jouer, un rôle non négligeable dans le soutien de la communauté locale à de tels groupes. Les relations hommes/femmes furent elles aussi fortement bouleversées par les violences armées : d'une part les femmes furent massivement victimes de cette violence de par le recours aux violences sexuelles comme stratégie de guerre par les hommes armés entre 1998 et 2003. Outre les traumatismes physiques et psychologiques individuels, les violences sexuelles ont participé à la destruction pure et simple de nombreux foyers à Bunyakiri, les femmes violées étant souvent rejetées par leur mari. Le recours massif aux violences sexuelles déstructura la société locale et ébranla les valeurs culturelles traditionnelles. D'autre part, la détention des

armes étant principalement réservée aux hommes, les femmes s'en sont trouvées d'autant plus infériorisées dans leurs relations aux hommes⁴³.

La guerre du RCD a elle aussi contribué à affaiblir et diviser le pouvoir coutumier au sein des communautés tembo, havu et barongeronge sur l'ensemble du territoire de Kalehe. En pénétrant jusqu'à Bunyakiri, le RCD força les Mai-Mai à fuir en forêt, et avec eux les nombreux chefs coutumiers Tembo (et le chef coutumier Barongeronge) qui les soutenaient. Le RCD nomma alors de nouveaux chefs coutumiers acquis à sa cause et choisis au sein des familles royales, ce qui entraîna une profonde division au sein du pouvoir coutumier tembo. Ces divisions persistent jusqu'aujourd'hui pour ce qui est des chefs coutumiers de Kalima et Mubugu, les chefs nommés par le RCD refusant de céder le pouvoir coutumier aux chefs qui avaient fui avec les Mai-Mai, une fois ces derniers revenus⁴⁴. Les différents notables, chefs de localité et gardiens de coutume prirent inévitablement position, les uns appuyant l'ex Mai-Mai tandis que les autres soutinrent celui qui fut installé par le RCD, ce qui divisa directement les populations, tel village se voyant associé à telle tendance et tel autre village à la tendance opposée. En même temps, chaque niveau d'autorité se vit dédoublé, certains villages ayant désormais deux chefs de localité, l'un soutenant la tendance RCD et l'autre soutenant la tendance mai-mai. Ces chefs de villages doivent en outre contribuer en argent pour soutenir leur tendance afin de rassembler les moyens nécessaires pour contacter, influencer et éventuellement corrompre certaines autorités provinciales. Ces contributions financières proviennent des populations elles-mêmes et pèsent économiquement sur celles-ci. Les notables ainsi que les autorités administratives du territoire de Kalehe ont plusieurs fois tenté de trouver un dénouement à ce conflit, mais en vain. Du côté des Bahavu, c'est le conflit qui opposa le chef de groupement de Buzi (Sangara) à son chef de chefferie qui se renforça avec une nouvelle acuité lors de la guerre du RCD, au moment de l'élévation du groupement Buzi au statut de chefferie autonome. Bien que Buzi soit actuellement redevenu un groupement à part entière de la chefferie Buhavu, le chef Sangara et le mwami Ntale Shosho de Buhavu continuent aujourd'hui encore à s'opposer sur cette question. Au sein des populations havu, une ligne de division est apparue entre les partisans de Sangara et ceux qui le considèrent comme un traître au pouvoir coutumier havu. Ces différents conflits coutumiers divisent profondément l'ensemble des communautés et fragmentent fortement la cohésion sociale locale.

Suivant la même logique que durant la rébellion lorsqu'ils étaient armés par le RCD, la militarisation des Hutus rwandophones des hauts plateaux à travers le PARECO continue d'avoir des conséquences très négatives sur leurs relations avec les communautés havu et

⁴³ Sur les conséquences sociales de la présence des Mai-Mai à Bunyakiri, et notamment sur les conséquences entre hommes et femmes ainsi qu'entre jeunes et vieux, voir Morvan, H. (2005), *Réinventer le quotidien. La cohabitation des populations civiles et des combattants mai-mai au Kivu*, Life & Peace Institute, Uppsala.

⁴⁴ C'est ainsi que lors de la cérémonie officielle de l'installation du nouveau chef de poste de Bunyakiri le 28 mars, les deux chefs coutumiers en concurrence pour le groupement de Kalima n'ont pas su s'accorder pour savoir lequel des deux avaient la légitimité pour signer le procès-verbal de remise reprise du poste d'état, illustrant par là le vide d'autorité coutumière qui persiste jusqu'aujourd'hui dans Kalima. Tous les autres chefs de groupement signèrent ledit document.

tembo qui y lisent une volonté de s'approprier et de ravir par la force les terres des hauts plateaux aux deux autres communautés qui en sont les « propriétaires » coutumiers. L'enjeu foncier existant autour de l'émancipation des Rwandophones de la coutume locale et de la reconnaissance de leur nationalité par les communautés autochtones persiste plus que jamais et le réarmement de la communauté hutue a radicalisé les positions et la lutte que se livrent les différentes communautés autour de cet enjeu. Ainsi le ressentiment est grand de la part des propriétaires havu et tembo qui ne peuvent plus se rendre sur leurs terres des hauts plateaux du fait qu'ils craignent d'être menacé par les combattants PARECO.

f. Les opérations militaires contre les FDLR au Nord-Kivu : « Umoja Wetu »

Au cours des mois de décembre 2008 et janvier 2009, une triple évolution marqua un tournant radical dans l'évolution du contexte kivutien. Premièrement, le leadership de Laurent Nkunda fut remis en cause au sein du CNDP lorsque le commandant adjoint de ce dernier, Bosco Ntaganda, déclara démettre Nkunda de la présidence du mouvement rebelle, proclama le cessez-le-feu et promit de remettre tous ses éléments aux FARDC. Ensuite ce fut la déclaration des officiers du PARECO, qui proclama le cessez-le-feu et promit d'intégrer le mouvement aux FARDC. Enfin, c'est la déclaration du lancement d'une opération militaire conjointe entre l'armée congolaise (CNDP et PARECO inclus) et rwandaise contre les FDLR, baptisée « Umoja Wetu » (« Notre Unité »), qui clôtura ce surprenant retournement d'alliances. L'opération « Umoja Wetu » dura un mois et se clôtura avec le retrait officiel, et en grandes pompes, des troupes rwandaises le 28 février. Si elle se limita au Nord-Kivu, elle ne fut pas sans conséquences sur le territoire de Kalehe, vers lequel les FDLR fuirent massivement.

Ces opérations augmentèrent de manière exponentielle le nombre de combattants étrangers rapatriés dans leur pays : selon le communiqué de presse de la MONUC du 8 avril, quelques 1673 ex-combattants et leurs dépendants⁴⁵ furent rapatriés par la MONUC (section DDRRR) depuis janvier pour les Nord et Sud-Kivu. De son côté, le HCR rapatria 2930 réfugiés rwandais⁴⁶ à partir de Kalehe de janvier à mi-avril (dont 2049 via le centre de regroupement de Hombo, qui fait la jonction entre le Nord et le Sud-Kivu). Les opérations permirent aussi de détruire les principales bases des FDLR de la province, dont leur état-major de Kibuwa et un camp de formation militaire. Il n'y eut toutefois pas d'affrontements de grande intensité entre les forces adverses, les FDLR ayant généralement fui toutes ces bases avant l'arrivée de la coalition, de sorte que cette dernière n'avait plus qu'à y mettre le feu pour les détruire.

Bien qu'ils furent vantés par les autorités congolaises et rwandaises, ces succès demeurèrent mitigés face aux conséquences négatives des opérations. Dans leur fuite, les FDLR commirent de nombreuses exactions sur les populations civiles. Dans le territoire de Walikale, plus précisément à Busurungi, une trentaine de personnes furent massacrées et six maisons furent incendiées une semaine après le lancement des opérations. Dans le même

⁴⁵ Ce chiffre concerne toutefois une majorité de dépendants.

⁴⁶ Statistiques du HCR, bureau de Bukavu.

territoire à Mendje (à deux heures de marche de Hombo) seize personnes furent tuées dans l'incendie de leurs maisons. A Kalonge (Bunyakiri) l'assassinat de trois personnes à Fendula et de deux autres à Chaminunu fut signalé au cours de la deuxième semaine de février. Dans le village de Chipopo en groupement d'Ufamandu (Walikale), les FDLR massacrèrent quarante-cinq personnes et incendièrent des maisons au cours de la troisième semaine de février. A Bunyakiri, onze personnes furent prises en otage du 20 au 21 février, dont six dans le village de Lumendje (groupement de Kalima) et cinq autres à Lwasi (groupement de Mubugu). Les FARDC subirent quant à eux plusieurs revers après le retrait des troupes rwandaises. Recourant à des pratiques de guérilla, les FDLR posèrent plusieurs embuscades meurtrières aux FARDC dans Walikale et Masisi, et récupérèrent plusieurs positions qu'ils avaient perdues dans Walikale.

Si une partie d'entre eux demeure encore au Nord-Kivu, la vaste majorité des FDLR de Masisi et Walikale ont fui dans les territoires de Kalehe et Shabunda, territoires qui connaissent désormais une augmentation sans précédent des effectifs de combattants rwandais. A Kalehe, ces nouveaux FDLR se sont installés dans les bases de Ekingi, Mangaa, Cinene, Ngokwe, Kachiri, Ramba et dans la forêt de Cinono (Ziralo). Ils reconstituèrent deux états-majors dès le mois de février à Ekingi (groupement de Kalima) et à Bugaru (groupement de Kalonge). L'état-major d'Ekingi, de par sa position géographique, permet de faire facilement la jonction avec les éléments de Shabunda ainsi qu'avec ceux retournés à Walikale et Masisi. Bugaru permet aussi de joindre aisément Shabunda ainsi que les bases FDLR de Nindja (territoire de Kabare). Depuis le renforcement de ces états majors, Ekingi et Bugaru sont devenus des grandes agglomérations pour les FDLR et leurs dépendants. Ils y ont construit des écoles de fortune pour l'encadrement des enfants et des centres de santé pour les soins médicaux. Il demeure toutefois difficile de connaître précisément toutes les implications des opérations sur le mouvement FDLR, et ce particulièrement par rapport aux probables scissions internes entre FDLR modérés prêts à se rapatrier et extrémistes jusqu'au-boutistes que les opérations ont dues renforcer. Notons aussi que « Umoja Wetu » a eu des implications pour le groupe de Kirikicho, traditionnellement proche des FDLR. Kirikicho fut en effet forcé de se retirer de ses positions d'Ufamandu (Nord-Kivu) pour se concentrer dans le groupement de Ziralo et déplaça son état-major de Biriko à Lutungulu pour la durée des opérations. Il réinstalla toutefois ses positions au Nord-Kivu lors du départ du RDF.

Du fait de l'augmentation des exactions et qu'elles subissent l'afflux massif des combattants du Nord-Kivu, les autorités administratives et coutumières locales considèrent que ces opérations conjointes ont été très mal planifiées et partagent le sentiment que leur objectif n'était pas de démanteler les FDLR mais bien d'en déverser tous les combattants dans le Sud-Kivu. Les officiers FDLR présents de longue date dans la zone rejettent la responsabilité des exactions et massacres sur leurs confrères venus du Nord-Kivu. Dans le courant du mois de mars, le major Guillaume, basé à Kahuma (Bunyakiri) depuis plusieurs années, avait promis aux notables locaux de tout faire pour sensibiliser les combattants FDLR provenant du Nord-Kivu. Les éléments de la police de Karasi se sont par ailleurs entretenus avec le même Guillaume qui les a autorisé à arrêter et sanctionner les FDLR se rendant coupables d'exactions, alors même que les éléments de sa garde rapprochée seraient parmi les

coupables. Sur le marché de Karasi, les relations entre FDLR et civils congolais se sont tendues suite au refus des populations d'acheter les chèvres aux FDLR, celles-ci dénonçant que ces chèvres proviennent des pillages commis par les FDLR. Le major Guillaume a adressé une lettre au chef de centre de Karasi en réaction à cette attitude populaire qui se pose en porte-à-faux des intérêts commerciaux des FDLR : il y menace de prendre des mesures drastiques si les populations persistent dans leur refus d'acheter des biens aux commerçants FDLR. Signe de leur fragilité, ces évolutions montrent à quel point les dynamiques de cohabitation existant entre civils et FDLR dans le territoire de Kalehe ont été mises à mal à la suite des opérations militaires du Nord-Kivu et de l'arrivée massive de nouveaux éléments FDLR qui n'étaient pas intégrés dans ces dynamiques locales.

g. Les opérations militaires contre les FDLR au Sud-Kivu : « Kimya 2 »

Alors que, dans le cadre du processus de Nairobi⁴⁷, la MONUC et les FARDC annonçaient depuis plusieurs mois le lancement prochain d'une opération conjointe contre les FDLR, dénommée opération « Kimya » (« Silence » en Swahili), ce n'est qu'à la suite de « Umoja Wetu » que la perspective d'opérations militaires au Sud-Kivu prit corps. Contrairement aux opérations du Nord-Kivu, ce « Kimya 2 » n'impliquera pas le RDF mais profitera d'un appui logistique de la MONUC qui sera dès le départ planifié et coordonné avec les FARDC. Si ces opérations conjointes vont aussi concerner les territoires de Shabunda, voire la province du Maniema, des FARDC étant déjà déployés à Shabunda et Kindu, c'est Bunyakiri qui sera le point de départ des opérations. Cette zone connaît en effet un renforcement massif de déploiements FARDC depuis le mois de mars. La 14^{ème} brigade a ainsi progressé du nord du territoire de Kalehe vers Bunyakiri en passant sur les hauts plateaux où les éléments PARECO y furent intégrés de manière « accélérée ». Ces éléments FARDC/PARECO se trouvaient début mars de Tushunguti à Cigoma en passant par Ramba et basèrent leur état-major à Katasomwa. D'un autre côté, après avoir passé plus d'une semaine à Tchivanga, des anciens éléments CNDP et PARECO, désormais intégrés aux FARDC, ont été déployés à Bunyakiri depuis la première semaine d'avril. Les autres groupes armés locaux vont eux aussi se joindre aux FARDC pour ces opérations. Ainsi les Mai-Mai Kirikicho et Kifuafua sont rassemblés à Hombo depuis la mi-mars, en attendant d'être intégré aux FARDC de manière « accélérée ». Fin mars, d'importants mouvements FDLR accompagnés de leurs dépendants ont eu lieu de Kachiri et Ekingi vers Lai-Lai. Les FDLR n'avaient toutefois pas totalement quitté, mi-avril, les zones de Ngokwe, Kachiri et Kahuma, malgré l'avancée des FARDC.

En vue de ces opérations, le comportement des FARDC déployés à Bunyakiri s'est durci à l'égard des FDLR. Suite à l'arrivée des éléments de la 14^{ème} BI et du PARECO/Sud-Kivu à

⁴⁷ Lors de la conférence de Nairobi tenue en novembre 2007, les gouvernements congolais et rwandais signèrent un communiqué conjoint visant à régler les problèmes sécuritaires de la région, et en particulier la question des groupes armés rwandais et congolais. Après une phase de rapatriement volontaire, le communiqué conjoint engageait le gouvernement congolais à élaborer un plan de rapatriement forcé des FDLR et autres milices rwandaises, recourant dès lors à la voie militaire. Aucune opération militaire contre les FDLR ne vit cependant le jour avant le déclenchement, quinze mois plus tard, de Umoja Wetu.

Karasi le 19 mars, les FARDC ont sommé les FDLR de ne plus se rendre armés au marché de Karasi mais de déposer auparavant leurs armes à une position FARDC située à quatre kilomètres de là. Si certains FDLR obtempérèrent, le 26 mars, un officier proche du major Guillaume et dénommé « Rasta⁴⁸ » entra délibérément au marché avec son arme. Il fut directement interpellé, désarmé et mis aux arrêts par le commandant FARDC, alors que son garde du corps s'enfuyait. Les FARDC décidèrent ensuite d'arrêter tous les FDLR présents sur le marché, bien qu'aucun d'eux n'était armé. Dix sept éléments furent encore arrêtés et transférés à l'état-major du bataillon FARDC à Katasomwa, entre Karasi et Kalehe centre. Entre-temps, les FARDC progressèrent jusque Kachiri et y arrêtèrent à nouveau dix-huit FDLR qui circulaient dans cette zone traditionnellement sous leur contrôle. Les FDLR réagirent à cette vague d'arrestations par une lettre du major Guillaume (FDLR) qui menaça que de tels comportements de la part des FARDC ne plongent Bunyakiri « dans la désolation et la souffrance ». A côté de ces arrestations réalisées par la 14^{ème} BI, les FARDC du groupement de combat arrêtèrent eux aussi trois FDLR en date du 19 mars, suite à des tracasseries et pillages que ces derniers avaient commis dans les environs de Karasi. Ces FDLR furent toutefois libérés le lendemain mais les FARDC gardèrent leurs armes. Enfin, le 8 avril, trois FDLR furent tués par les FARDC du groupement de combat dans le village de Kafunda (groupement de Kalima), lorsque les FARDC surprisent cinq FDLR en train de piller le village et abattirent les trois d'entre eux qui refusèrent de désarmer.

A ce durcissement des FARDC à leur égard, les rebelles hutus répondirent à nouveau par de nombreuses exactions sur les populations, provoquant le déplacement de celles-ci vers Karasi et Bulambika. Dans la nuit du 11 au 12 mars dans la localité de Murangu (groupement de Mubugu), quinze femmes provenant de Kalehe furent violées, vingt-quatre maisons incendiées et plus de sept cents USD pillés aux populations par des FDLR. Dans la nuit du 12 au 13 mars à Karengé (localité Misima, groupement de Mubugu), des FDLR torturèrent un couple à la scie et à la machette et tabassèrent une autre personne au cours d'un pillage. Le 22 mars, deux femmes furent battues et violées à Chiriba (groupement Mubugu) par des FDLR, avant que des coups de feu tirés par les mêmes FDLR ne retentissent non loin de là. Dans la nuit du 30 au 31 mars, le chef de sous-village de Chisheke fut assassiné suite à son refus d'indiquer à des assaillants FDLR où se trouvait le cochon que ces derniers voulaient lui ravir. Le 3 avril, plus de quatre-vingt-cinq maisons furent incendiées dans les villages Mumbiri et Kafisha dans la localité de Kachiri. Le 8 avril, vers Cigoma, trois femmes furent violées et six autres emportées dans la forêt. Du 5 au 10 avril, douze militaires furent blessés et dix personnes tuées parmi lesquelles l'épouse de Delphin (commandant des Mai-Mai Kifuafua) au village de Mianga (groupement de Waloaloanda, territoire de Walikale). Dans la nuit du 12 au 13 avril, plusieurs femmes furent violées pendant le pillage du village de Cigoma (groupement Mubugu). Le 17 avril à Ramba, les FDLR incendièrent les villages de Bunyenje et Bushengeshenge ainsi qu'un camp FARDC et un moulin d'une association locale. Des échanges de tirs s'en suivirent. Dans la nuit du 18 au 19 avril, le village de Maibu (localité Misima, groupement de Mubugu) fut pillé et plusieurs personnes furent blessées par des coups de machette. Enfin, dans la semaine du 20 au 26 avril, alors que les éléments

⁴⁸ A ne pas confondre toutefois avec les éléments du groupe Rasta opérant dans la zone de Nindja et Kaniola.

FARDC de la 14^{ème} brigade de Karasi étaient en déplacement à Bulambika pour se faire recenser, les FDLR profitèrent de ce vide militaire pour attaquer les villages avoisinants Karasi. Un civil fut tué dans ces attaques et les villages furent systématiquement pillés. Avec ces exactions, la terreur s'est imposée parmi les populations locales. A Karasi, le chef de centre affirma avoir vu affluer quelques deux mille ménages déplacés dans sa localité, qui ne compte elle-même que 2000 habitants. Ce déplacement massif a fait grimper la mesure de farine de 200 à 700 FC et des signes de malnutrition seraient déjà réapparus chez les enfants. Des bas plateaux de Kalehe, les ménages déplacés sont estimés à environ sept mille par l'administration du territoire, certains étant cantonnés dans des camps (Minova, Lushebere, Bushushu, Rambira, Kasheke et Lemera) et d'autres accueillis dans des ménages. Début mars, ce n'est pas moins de cinq mille ménages qui furent enregistrés par des organisations humanitaires dans l'ensemble de Bunyakiri. Remarquons toutefois qu'une partie de ces ménages étaient déjà déplacés avant janvier 2009, du fait de l'insécurité permanente qui prévaut dans l'entité.

Plusieurs signes négatifs illustrant des difficultés très concrètes liées au lancement des opérations sont visibles dès à présent. Premièrement, les militaires FARDC sont pour beaucoup d'entre eux déployés avec leur famille et demeurent sans soutien logistique adéquat, manquant des rations alimentaires jusqu'aux véhicules. Les militaires sont dès lors obligés de s'approprier par la force les champs et récoltes des populations afin de pouvoir se nourrir et interdisent désormais aux cultivateurs de récolter. Les camions des commerçants sont réquisitionnés pour leur déploiement, forçant au besoin les passagers à abandonner les véhicules. Pour répondre à cette précarité et aux risques qui lui sont liés, certaines associations locales, à l'instar de l'association des vendeurs de cossettes de manioc, ont été jusqu'à proposer d'instaurer une nouvelle taxe locale en soutien aux FARDC. Les officiers militaires ont rejeté cette proposition, arguant qu'il revient à la MONUC de se charger de leur acheminer des rations alimentaires. Par ailleurs, la population nourrit des craintes à l'égard des nombreux militaires tutsis (anciens du CNDP) qui sont parmi les nouveaux éléments, cette présence lui rappelant les années noires de l'occupation du RCD. Certains de ces militaires ont d'ailleurs été reconnus par les populations comme d'anciens militaires du RCD qui occupaient Bunyakiri durant la guerre, ce qui risque aussi de raviver les tensions entre anciens partisans RCD et anciens partisans maï-maï au sein des populations. Alimentant encore les craintes des populations, une première exaction fut commise par les FARDC le jeudi 23 avril à Kitchanga (Bunyakiri) : des éléments de la 85^{ème} brigade non brassée ont violemment tabassé un jeune étudiant qui refusa de transporter leurs colis, prétextant qu'il devait étudier. Le jeune homme serait entre la vie et la mort et des notables, des opérateurs économiques et le monde étudiant de Bunyakiri ont déjà fait savoir aux autorités militaires de la 10^{ème} Région que la mort de ce jeune, si elle venait à se produire, ne resterait pas sans conséquences sur les relations entre civils et militaires à Bunyakiri.

Ensuite, si les militaires FARDC sont désormais déployés en grand nombre à proximité des bases FDLR en vue du lancement des opérations, d'importants problèmes se posent en matière de ligne de commandement et de cohésion interne. Composées d'éléments issus de groupes armés qui s'affrontaient encore en décembre 2008, les troupes FARDC ne constituent en rien un corps homogène : les anciennes appartenances aux groupes armés

demeurent très prégnantes et compliquent tant la mise en place d'un commandement unique que d'une réelle solidarité entre les hommes de troupes. Deux bagarres (sans coups de feu) entre les FARDC du groupement de combat et ceux nouvellement déployés se sont déjà produites. La méfiance et les insultes entre les hommes sont monnaies courantes, les uns traitant les autres de « Rwandais » ou d' « étrangers ». Par ailleurs, le rôle à jouer par le groupement de combat n'est pas encore clarifié, l'actuel commandant n'étant pas impliqué dans les préparatifs des opérations. En outre, des rumeurs locales laissent entendre que des hommes issus du PARECO seraient en complicités avec les FDLR pour mettre en échec les opérations. S'il ne s'agit là que de rumeurs, elles témoignent de l'ambiance qui peut régner au sein des troupes en charge d'une opération aussi difficile et risquée. Dans la semaine du 20 au 26 avril, des affrontements ont finalement eu lieu à Hombo entre les FARDC eux-mêmes, en raison du paiement partiel des troupes déployées : les FARDC impayés ont brutalement manifesté leur mécontentement face à leurs collègues qui venaient de toucher leur maigre solde. L'incident se solda par des échanges de tirs. Enfin, des témoignages ont déjà été rapporté par des acteurs locaux à propos de militaires (ex) CNDP et PARECO qui sensibilisent les jeunes de Bunyakiri, à travers des promesses de grades militaires, en vue de les recruter dans leur groupe armé respectif. Ces témoignages illustrent une fois de plus la logique de recherche d'intérêts politiques dans laquelle se situent ces groupes armés, la récente « intégration accélérée » n'ayant pas mis un terme à ces appétits. Ils pointent aussi une autre faiblesse de cette intégration : aucun recensement des effectifs des groupes armés n'a eu lieu avant qu'ils se lancent dans l'intégration accélérée. Le commandement militaire ne connaît donc pas les effectifs exacts dont il dispose pour ces opérations. Ce manque d'information profite particulièrement aux groupes armés congolais, qui vont pouvoir continuer leur surenchère d'effectifs et renforcer ainsi leurs revendications dans le cadre du programme Amani, mais aussi à l'ensemble des officiers qui augmentent ainsi le solde total touché pour leurs hommes.

h. L'option militaire contre les FDLR : risques et perspectives

Ces différentes évolutions n'ouvrent pas de perspectives positives pour les populations du territoire de Kalehe, et particulièrement celles vivant dans ou à proximité des profondes forêts de Bunyakiri (notamment le PNKB) dans lesquelles les FDLR sont retranchés. Désormais sur la défensive et ayant à nouveau perdu pour un bon moment toute confiance dans la plupart des acteurs congolais, qu'il s'agisse des FARDC, des autorités locales ou même des populations accusées par les FDLR d'être favorables à ces initiatives gouvernementales, ceux-ci se montrent beaucoup plus agressifs et moins enclins à cohabiter pacifiquement avec les populations et autorités locales. La violence ne pourra que s'en trouver augmentée, sans parler des conséquences néfastes que provoquera le déclenchement d'opérations militaires au Sud-Kivu, les FDLR n'hésitant pas à utiliser les populations congolaises comme bouclier humain lors des affrontements. Le retrait des combattants FoCA dans les profondes forêts de Kalehe et Shabunda qui sera la conséquence d'opérations militaires comporte plusieurs risques, dont le premier est de couper tout accès des FDLR aux structures de rapatriement déjà restreintes et difficiles d'accès actuellement. La mise en place d'une longue guerre d'usure caractérisée par le recours aux techniques de guérilla par des FDLR cachés en forêt,

maîtrisant parfaitement le milieu et l'utilisant à leur avantage constitue aussi un risque non négligeable : il semble en effet peu probable que les FARDC, même avec un soutien plus conséquent de la part de la MONUC, parviennent à débusquer les combattants FoCA de la forêt, tandis que les risques de tomber dans des embuscades meurtrières et de s'embourber dans un gigantesque bourbier seront particulièrement élevés. Un autre aspect qui risque de sérieusement compliquer la donne est lié au phénomène de fragmentation dans lequel le mouvement FDLR, déjà soumis à de fortes dissensions internes, risque d'entrer s'il doit faire face à des opérations militaires de longue durée, et de voir alors la création de nombreux petits groupes armés incontrôlés, ultra-violents et invisibles en forêt semer la désolation parmi les populations civiles, comme cela s'est vu à Kaniola et Nindja avec le groupe Rasta. Enfin, le lot d'exactions et de violations des droits humains qui accompagne inévitablement des opérations de ce type risque fort de plonger durablement les populations de ces zones dans la psychose de la violence.

Enfin, si l'« intégration accélérée⁴⁹ » des GAC au sein des FARDC dans la perspective du déclenchement des hostilités contre les FDLR au Sud-Kivu constitue une belle opportunité d'avancée pour le programme Amani, ce nouveau concept d'intégration doit nécessairement être questionné et ce pour plusieurs raisons. Premièrement il est illusoire qu'un programme d'intégration de quatorze jours puisse parvenir à créer une réelle cohésion au niveau du nouveau commandement comme au sein des troupes. On risque dès lors de voir de fortes dissensions internes au sein de ces nouvelles troupes FARDC, avec d'importants conflits de leadership entre les anciens leaders maï-maï et les officiers FARDC. Deuxièmement, tous ces GAC entretenaient d'étroites relations avec les FDLR, de sorte qu'il n'est pas impossible de voir de nouveaux revirements de situation se produire. Finalement, c'est la conception même de ce que l'on entend par réforme du secteur de sécurité qui est en jeu ici et le type d'armée que le gouvernement conçoit pour la RDC, une armée professionnelle pouvant difficilement naître d'un processus d'intégration réalisé à la hâte, sinon bâclé. Un faible processus d'intégration augmente d'autant plus les chances de voir survenir une prochaine désintégration de ces troupes, et les anciens groupes armés renaître alors de leurs cendres.

En conclusion, les dynamiques décrites dans cette partie montrent une fois encore l'existence, pour ne pas dire l'opposition, entre deux logiques de gestion des problèmes sécuritaires liés à la présence des GA, la première étant celle des populations et acteurs locaux, qui se placent pour des raisons évidentes de survie et d'auto-sécurisation dans des dynamiques de négociation, accommodation et cohabitation, la seconde étant la logique de l'État, du niveau national voire régional, qui fait désormais primer la force militaire comme moyen de résolution (d'une partie) des problèmes sécuritaires des Kivu. Or la seconde logique vient inévitablement balayer la première en créant de nombreuses et violentes perturbations pour les populations locales et détruit les arrangements mis en place localement.

⁴⁹ L'intégration accélérée est un processus d'intégration rapide, de 2 semaines, des éléments de tous les GAC dans les FARDC et ne suit pas le schéma « classique » de brassage qui exige le passage de 45 jours dans un centre de brassage.

CONCLUSION

Tout au long de cette analyse du contexte du territoire de Kalehe, nous avons mis en lumière les principaux conflits et problématiques sécuritaires qui prennent place dans ce milieu et qui empêchent ou menacent l'établissement d'une paix durable dans la zone. Après avoir parcouru l'évolution dans l'histoire des problèmes de cohabitation intercommunautaires et attirer l'attention sur les enjeux centraux qu'ils charrient, nous nous sommes penchés sur les dynamiques actuelles de cohabitation/accommodation entre les populations et autorités civiles et la multitude d'acteurs armés qui continuent de perpétuer l'insécurité dans le milieu. Nous avons ainsi pu montrer comment ces différents conflits s'enracinent dans le long terme de l'histoire congolaise et attirer l'attention sur leur complexité. Cette complexité s'explique avant tout du fait qu'ils sont interconnectés les uns aux autres et mélangent à la fois des aspects locaux, nationaux et régionaux, des acteurs civils et militaires, des revendications collectives et des intérêts personnels, des processus historiques et des évolutions politiques et sécuritaires récentes.

La première partie de l'analyse a tenté de décortiquer les dynamiques complexes qui peuvent expliquer comment les relations entre les communautés de Kalehe en viennent à se transformer en relations conflictuelles. Qu'il s'agisse de la problématique du territoire de Bunyakiri ou de l'intégration des populations rwandophones au sein du territoire de Kalehe, l'analyse met en évidence les enjeux autour desquels les communautés entrent en compétition, voire en conflit. Il s'agit avant tout de l'accès et de la répartition du pouvoir et de la terre. Si des tensions autour de ces enjeux ne devaient pas manquer d'exister à l'époque précoloniale, la colonisation introduit une dynamique nouvelle en imposant un nouvel ordre administratif qui restructure profondément les relations de pouvoir entre communautés. L'indépendance viendra confirmer ce nouvel ordre. La coexistence de deux sphères normatives, l'une coutumière et portée par les chefs coutumiers, l'autre moderne et portée par les institutions publiques, constitue un premier élément de confusion, et donc de tension, autour de la gestion du pouvoir et des terres. Se référant tantôt à l'une et tantôt à l'autre, les différents acteurs et groupes en présence jouent sur cette dualité pour augmenter leur zone de pouvoir. Certains tentent de faire correspondre tant que faire se peut l'organisation administrative à l'ancienne organisation coutumière (cas par exemple des Tembo avec la revendication de Bunyakiri), d'autres essaient par contre de remettre en cause les principes d'un pouvoir coutumier qui leur est défavorable (cas des Rwandophones des hauts plateaux avec leur volonté de s'émanciper des pouvoirs coutumiers havu et tembo), les derniers enfin entendent maintenir coûte que coûte les privilèges qu'ils ont obtenu du pouvoir colonial (cas des Havu avec le maintien d'une chefferie Buhavu qui s'étend bien au-delà de leur zone de pouvoir traditionnelle).

Dualité normative et confusion des règles engendrent forcément des conséquences négatives lorsqu'il s'agit de la gestion d'enjeux aussi fondamentaux en milieu rural que le pouvoir et la terre, sans parler de la forte dimension identitaire à laquelle réfèrent ces deux éléments. Dans un contexte de faiblesse structurelle des institutions publiques, la vague de démocratisation des années quatre-vingt-dix coïncidera avec une explosion des sentiments d'insécurité foncière, identitaire et politique des communautés des Kivu, entraînant

rapidement le recours aux armes comme moyens d'autodéfense communautaire. A la suite de Masisi et Rutshuru, Kalehe s'embrace, sombrant dans les affrontements intercommunautaires entre « autochtones » et « allochtones ». L'analyse a montré comment ces conflits, locaux mais déjà connectés à des dynamiques nationales, se voient absorbés dans une guerre régionale qui les aggrava davantage encore et renforça les violences armées, les clivages et divisions inter et intracommunautaires.

A la suite de ces conflits intercommunautaires et des guerres régionales, la seconde partie de l'analyse s'est concentrée sur le présent et a dressé un tableau - particulièrement sombre - de la situation actuelle de Kalehe. Au vu de la multitude d'acteurs militaires qui demeure dans le territoire, cette partie s'est inévitablement penchée sur les dynamiques de « cohabitation » qui se sont mises en place au fil des années entre les forces militaires en présence. Les militaires des différents GA et de l'armée nationale collaborent ou s'affrontent en fonction du contexte du moment et des tentatives de remise en cause des équilibres qu'ils ont établis par rapport à la gestion des enjeux sécuritaires, économiques et politiques. Alors qu'un consensus entre les acteurs armés existe autour du mode de partage des ressources locales, un GA qui tente de s'approprier de nouvelles ressources au détriment des autres groupes entre inévitablement en confrontation avec ceux-ci. Les risques d'affrontements augmentent alors dangereusement.

Le rôle des autorités et des populations locales dans ces dynamiques de cohabitation n'a pas été éclipsé par l'analyse. Sur le plan local, populations et autorités s'accommodent comme elles peuvent de la présence des groupes armés et mettent en place différentes stratégies qui visent à maintenir une certaine stabilité. Les populations peuvent par exemple entretenir des relations commerciales avec les hommes armés, ou les autorités locales inviter des officiers rebelles dans des conseils de sécurité locaux. Les multiples conséquences des guerres et de la longue présence des groupes armés sur les populations locales furent ensuite examinées : la cohésion sociale fut ébranlée, les relations entre jeunes et vieux ainsi qu'entre hommes et femmes furent bouleversées et les tensions sociales intra et intercommunautaires se renforcèrent. Un bilan particulièrement négatif doit dès lors être tiré de ces années de guerres et de violences armées.

L'analyse a encore montré comment les dynamiques locales de cohabitation entre (ou avec) les groupes armés sont directement tributaires des politiques initiées au niveau national : ainsi, le programme Amani, bien qu'il ait pu sensibiliser les leaders armés à intégrer l'armée nationale, a contribué à renforcer le dynamisme des GAC présents à Kalehe durant toute l'année 2008 et début 2009. De même, les opérations militaires lancées au Nord-Kivu en janvier 2009 et les préparatifs militaires contre les FDLR de mars et avril 2009 au Sud-Kivu ont eu un impact sans précédent sur ces dynamiques de cohabitation, renforçant l'agressivité des FDLR à l'égard des populations et militaires FARDC. Bien que limité dans un premier temps au Nord-Kivu, les conséquences de ces opérations sur Kalehe sont particulièrement négatives. Des milliers de combattants FDLR ont fui vers le Sud-Kivu et une grande partie d'entre eux s'est installée dans les forêts de Bunyakiri. Les liens fragiles qui participaient à la stabilité locale se sont brisés à la faveur des affrontements et les exactions à l'encontre des populations se sont multipliées. L'analyse a encore décrit les derniers préparatifs liés à

l'extension de ces opérations militaires à Bunyakiri et les risques qui s'en dégagent. Certaines faiblesses montrent en effet que ces opérations au Sud-Kivu risquent fort d'aboutir à une longue guerre d'usure dans laquelle les militaires FARDC pourraient s'embourber. Dès à présent, on peut constater les graves carences logistiques dont souffrent les FARDC, le manque de cohésion de ces nouvelles troupes FARDC intégrées de manière « accélérée » ainsi que les difficultés d'établir un commandement clair et unique parmi elles. Il y a dès lors lieu de croire que les opérations militaires qui devraient démarrer dans le courant du mois de mai ne viennent encore noircir le tableau en plongeant à nouveau durablement l'ouest du territoire dans les affres de la violence. Ces initiatives nationales témoignent du fossé, pour ne pas dire de l'opposition, qui existe entre les dynamiques locales de cohabitation avec les hommes armés et la logique d'un Etat qui tente, sans trop se soucier des « dégâts collatéraux », de restaurer son autorité sur ces régions qu'il ne contrôle plus depuis de nombreuses années.

Les aspects plus récents décrits dans la seconde partie de l'analyse ne doivent toutefois pas effacer les causes profondes et structurelles qui sont abordées dans la première partie. Si la persistance actuelle des groupes armés dans l'entité peut être perçue comme les stigmates des guerres régionales qui ont dévasté l'est de la RDC, il ne faut pas oublier que le recours aux armes dans la zone leur est antérieur. Bien que ces dernières aient déchaîné et massifié les violences, les causes des conflits actuels de Kalehe sont loin d'être exclusivement régionales. Aussi le paysage conflictuel de Kalehe tel qu'il se dessine aujourd'hui se caractérise par la conjugaison de ces deux dynamiques, celle de conflits locaux issus de problèmes structurels et historiques et celle imprimée par les guerres régionales et leurs conséquences. En termes de transformation durable de ces conflits, une telle complexité permet de mettre en doute les résultats escomptés d'initiatives ponctuelles axées sur les conséquences plutôt que sur les causes profondes des conflits et/ou réalisées en dehors des acteurs concernés. Seule une politique globale et holistique prenant en compte cette complexité et traitant toutes les dimensions de ces conflits, qui prendra place sur le long terme et inclura les acteurs et autorités stratégiques concernés, pourra espérer avoir quelques chances d'apporter des résultats tangibles et durables en matière de paix dans cette zone sinistrée de la RD Congo. Cela signifie notamment se pencher sur les aspects les plus structurels, tels que, par exemple, l'organisation du pouvoir administratif et coutumier ou l'élaboration de lois claires et équitables sur la question foncière. Si le processus de recherche-action participative que l'APC entend initier à la suite de la présente analyse ne pourra sans doute pas prétendre répondre à l'ensemble des défis existant, il constituera certainement une première expérience du genre visant à responsabiliser tout un chacun sur ces réalités complexes et sur le rôle positif qu'il peut jouer en matière de pacification.

